

L'ÉCHO DES RÉSEAUX
SOCIAUX



«L'IMMUNITÉ
MESSI»
FAIT DÉBAT
PAGE 15



Plus d'une centaine d'opérateurs algériens à Berlin
**Tebboune lance l'offensive
économique**
PAGE 2

ÉDITO

**Sonalgaz, le
courant du mépris**

Par S. Méhalla

Il existe des pannes plus graves qu'une coupure d'électricité. Elles ne plongent pas un quartier dans l'obscurité. Elles plongent une institution dans le discrédit. Lorsqu'un citoyen règle sa facture, il ne tend pas la main. Il exerce un droit. Le rétablissement de l'électricité n'est pas une récompense distribuée par humeur. C'est une obligation. Une évidence. Un contrat moral autant que juridique. Pourtant, lorsque cette obligation est négligée à plusieurs reprises et qu'un journaliste sollicite simplement une explication, la réponse tombe, glaciale, presque clinique : «C'est un service que je ne pourrais rendre», nous crache la chargée de Com de la région de Ouled fayet. Cette phrase n'est pas une réponse. C'est un aveu. L'aveu d'une confusion inquiétante entre le service public et le bon vouloir individuel. Comme si faire respecter un droit revenait à distribuer un privilège. Comme si rappeler une obligation relevait du passe-droit. La communication institutionnelle n'a jamais consisté à fermer une porte. Elle consiste à ouvrir des solutions, à éclairer les situations et, lorsque l'institution se trompe, à avoir l'élégance de le reconnaître. Refuser d'expliquer, c'est déjà communiquer. Mais communiquer le mépris. Ce qui étonne n'est pas seulement la froideur de la formule. C'est l'assurance avec laquelle elle est prononcée. Cette étrange certitude que le journaliste devrait accepter le silence comme réponse et l'indifférence comme méthode. Comme si la presse venait mendier un service alors qu'elle accomplit sa mission la plus élémentaire, demander des comptes au nom des citoyens. À Sonalgaz, il serait peut-être temps de rappeler que les chargés de communication ne sont pas recrutés pour protéger les dysfonctionnements derrière une ligne téléphonique. Ils sont recrutés pour protéger la crédibilité de l'entreprise. Nuance immense. Trop souvent oubliée. Certains chargés de Com l'ont compris et sont des protecteurs de la réputation de l'entreprise. Une grande entreprise ne se mesure pas uniquement à ses centrales, à ses réseaux ou à ses bilans financiers. Elle se mesure aussi à la qualité de son écoute. Au respect qu'elle témoigne à ceux qui la questionnent. À la considération qu'elle accorde aux citoyens qu'elle sert. Vous lisez bien le verbe servir. On peut remplacer un compteur défectueux en quelques heures. On peut réparer une ligne en quelques jours. En revanche, réparer une culture du mépris demande infiniment plus de temps. Car lorsqu'une institution cesse d'alimenter la confiance, ce n'est plus seulement le courant qui se coupe. C'est le lien avec le public qui disjoncte.

S. M.

CRÉSUS
QUOTIDIEN

www.cresus.dz

In medio stat virtus

ALLOCATION TOURISTIQUE **Tebboune barre la route aux spéculateurs**

PAGE 3



Face aux dérives ayant entraîné une importante fuite de devises, le président de la République a décidé que l'allocation touristique sera désormais versée exclusivement par carte bancaire.

Baccalauréat 2026
**Un taux de réussite
national de 56,18%**
PAGE 5



De la Révolution à l'Algérie nouvelle
**L'esprit de
souveraineté**
PAGE 4



Équipe nationale
**Du sursis
pour Petkovic**
PAGE 13



Démission
**Hakim Berrah ou le
gaspillage des hommes**
PAGE 16



CRÉSUS
In medio stat virtus

Quotidien national ■ Lundi 13 Juillet 2026 ■ 11^{ème} année n°2194 ■ Prix 20 DA

Plus d'une centaine d'opérateurs algériens à Berlin Tebboune lance l'offensive économique

La visite du président Abdelmadjid Tebboune à Berlin devrait ouvrir la voie à de nouveaux accords dans les domaines de l'énergie, de l'industrie et de l'investissement.

Le président algérien Abdelmadjid Tebboune se rendra à Berlin dans un contexte marqué par le renforcement des relations économiques entre l'Algérie et l'Allemagne. Il sera reçu par le chancelier allemand Friedrich Merz, le jeudi 16 juillet 2026, à la Chancellerie fédérale, pour des discussions consacrées à l'énergie, au commerce et aux perspectives de coopération bilatérale. Cette visite intervient quelques jours après une première historique : l'Algérie a livré directement une cargaison de gaz naturel liquéfié (GNL) à l'Allemagne. Le groupe public Sonatrach a expédié cette cargaison vers le terminal flottant d'importation Wilhelmshaven 1, où elle est arrivée le 2 juillet.

Le gaz avait été chargé à l'usine de liquéfaction GL2Z de Béthioua, près d'Oran, à bord du méthanier Tessala. Pour Sonatrach, l'Allemagne représente, désormais, un marché stratégique appelé à occuper une place croissante dans la politique d'exportation énergétique algérienne.

Depuis la baisse des livraisons de gaz russe, l'Allemagne cherche à diversifier ses sources d'approvisionnement énergétique. L'Algérie, qui dispose d'importantes réserves de gaz naturel et d'une longue expérience dans l'exportation d'hydrocarbures, apparaît comme un partenaire privilégié pour Berlin.

Jusqu'à présent, le gaz algérien était principalement acheminé vers l'Europe par gazoducs via l'Italie et l'Espagne. Le développement des exportations de GNL ouvre désor-



mais de nouvelles perspectives, notamment vers le marché allemand.

La coopération ne devrait toutefois pas se limiter au gaz. Alger et Berlin souhaitent également renforcer leur partenariat dans les énergies renouvelables et l'hydrogène vert. Les deux pays participent au projet de corridor sud de l'hydrogène, destiné à transporter, à terme, de l'hydrogène produit en Afrique du Nord vers l'Europe centrale. Avec son important potentiel solaire et ses vastes territoires disponibles, l'Algérie ambitionne de devenir un acteur majeur de la transition énergétique régionale. Le développement de cette filière reste, néanmoins, conditionné par les investissements, les infrastructures et les capacités de financement.

ATTIRER LES INVESTISSEMENTS ALLEMANDS

Selon Fokus Afrika, citant l'ambassadeur d'Allemagne en Algérie, Georg Felsheim, le président Abdelmadjid Tebboune devrait se rendre à Berlin accompagné d'une délégation composée de 100 à 150 acteurs économiques. Un forum d'affaires doit y présenter des projets de coopération et attirer de nouveaux investissements.

Plus de 50 entreprises allemandes sont déjà implantées en Algérie dans les secteurs de l'énergie, de l'agriculture, de la pharmacie, de l'industrie et de la mécanique. L'intérêt allemand, notamment dans le domaine automobile, progresse, porté par les atouts du marché algérien : proximité avec l'Europe, ressources naturelles et énergie compé-

titive. Berlin et Alger identifient, toutefois, des obstacles persistants, tels que les lourdeurs administratives, les restrictions à l'importation et l'accès aux équipements spécialisés.

UNE COOPÉRATION INDUSTRIELLE À RENFORCER

La coopération industrielle entre l'Algérie et l'Allemagne se renforce, notamment avec le partenariat entre Boehringer Ingelheim et Sidal pour produire localement un médicament destiné au traitement des maladies respiratoires. Berlin accompagne également Alger dans la réduction des émissions de méthane du secteur pétrogazier. Les exportations algériennes vers l'Allemagne ont atteint environ 3,5 milliards d'euros, en hausse de 11,3 % entre 2024 et 2025. Si les hydrocarbures dominent encore les échanges, l'Algérie cherche à développer des produits transformés à plus forte valeur ajoutée. L'Allemagne reste un partenaire majeur, fournissant notamment des machines, des équipements, des véhicules et des produits pharmaceutiques. Au-delà de l'économie, l'Algérie occupe une place stratégique dans le dialogue politique avec l'Allemagne. Berlin considère Alger comme un acteur clé de la stabilité au Sahel et en Afrique du Nord, notamment grâce à son rôle dans la médiation régionale. La coopération algéro-allemande s'étend également à la culture, aux investissements et à la transition écologique, avec l'ambition de construire un partenariat stratégique durable.

Smail Rouha

APRÈS LE RÉCHAUFFEMENT DIPLOMATIQUE

Alger et Bamako vers des visites au sommet

Le rétablissement des relations algéro-maliennes marque un tournant stratégique dans une région du Sahel confrontée à des défis sécuritaires et géopolitiques croissants. Après une période de tensions et de refroidissement diplomatique, Alger et Bamako semblent désormais engagés sur la voie d'une normalisation, dictée par les réalités géographiques, historiques et sécuritaires.

Cette reprise des relations diplomatiques complètes entre les deux pays, accompagnée de la réouverture de l'espace aérien, constitue «un développement stratégique majeur» et confirme une réalité incontournable : la stabilité du Mali demeure étroitement liée à celle de l'Algérie, en raison de leur proximité géographique et de leurs intérêts communs dans la région.

LE RETOUR DU DIALOGUE POLITIQUE

En effet, la récente crise entre les deux pays, marquée notamment par des divergences autour de la situation dans le nord du Mali et le gel de certains mécanismes de dialogue, a démontré les limites des politiques d'éloignement ainsi que des tentatives visant à rechercher des alternatives sécuritaires en dehors de leur environnement régional naturel. Dans une déclaration au quotidien «El Massa», le profes-



seur de sciences politiques Idriss Attia estime que l'expérience récente du Sahel a démontré que les réponses exclusivement militaires ne suffisent pas à garantir une stabilité durable face à des menaces complexes, notamment le terrorisme et la criminalité transfrontalière. La coordination entre les acteurs régionaux, en particulier avec l'Algérie, demeure ainsi un élément essentiel pour relever ces défis. De son côté, l'ancien Premier ministre malien Choguel Kokalla Maïga a qualifié les dernières décisions prises par Alger et Bamako de

«hautement salutaires». Il a rappelé avoir adressé, le 14 janvier 2026, une lettre ouverte ainsi qu'un mémorandum au président de la République, Abdelmadjid Tebboune, dans lesquels il plaide pour un rétablissement des relations entre les deux pays. Pour l'ancien chef du

gouvernement malien, la paix, la stabilité et le développement de l'Algérie et du Mali passent nécessairement par la construction de relations fraternelles, durables et mutuellement bénéfiques dans plusieurs domaines : sécurité, diplomatie, lutte contre le terrorisme, coopération économique, échanges culturels et développement social.

VERS UNE NOUVELLE ÉTAPE DE COOPÉRATION SÉCURITAIRE

Dans ce contexte, Choguel Kokalla Maïga estime que les conditions sont aujourd'hui réunies pour engager de nouvelles concertations politiques au plus haut niveau. Il appelle à un dialogue direct entre Bamako et Alger, «sans intermédiaires ni préjugés» afin de restaurer durablement la confiance et de dépasser les incompréhensions apparues ces dernières années.

Ces mesures devraient favoriser la reprise des chantiers de coopération, de la médiation régionale et des échanges officiels. À cet égard, il n'est pas exclu que les deux gouvernements annoncent prochainement un échange de visites de haut niveau.

Cette nouvelle dynamique pourrait également favoriser la relance des principaux cadres de coopération bilatérale, notamment la Grande-Commission mixte de coopération, le Comité bilatéral stratégique, le Comité bilatéral frontalier, la Commission mixte de sécurité ainsi que le Comité d'état-major opérationnel conjoint (Cemoc). Ces mécanismes devraient permettre de renforcer la surveillance des frontières communes et d'améliorer la coordination face aux menaces transnationales.

La coopération économique et sociale devrait également occuper une place centrale dans cette nouvelle étape. Lors du 36e Sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine, tenu en février 2023 à Addis-Abeba, le président Abdelmadjid Tebboune avait affirmé la volonté de l'Algérie d'accompagner le développement du nord du Mali. Il avait notamment évoqué des projets portant sur la construction d'écoles à Kidal et Gao, la réalisation de forages d'eau,

l'installation de kits solaires ainsi que la création d'infrastructures sanitaires.

Le développement des régions septentrionales maliennes apparaît ainsi comme un levier essentiel pour consolider la stabilité, renforcer la cohésion sociale et répondre aux causes profondes de l'insécurité.

CONVERGENCE D'INTÉRÊTS

Au-delà des enjeux sécuritaires, le Mali représente pour l'Algérie un partenaire stratégique dans son ouverture vers le continent africain. Cette coopération s'inscrit notamment dans le cadre de grands projets d'intégration régionale, tels que la route transsaharienne, le développement des infrastructures numériques et les projets énergétiques.

Pour Bamako, Alger demeure également un acteur régional majeur, capable de contribuer aux équilibres du Sahel et d'appuyer les initiatives africaines en faveur de la paix, de la sécurité et du développement.

Le rapprochement algéro-malien ouvre ainsi une nouvelle phase fondée sur le pragmatisme et la complémentarité des intérêts. Dans un environnement sahélien en profonde mutation, la consolidation de ce partenariat apparaît comme un facteur déterminant pour la stabilité de l'ensemble de la région.

S. R.

Allocation touristique Tebboune barre la route aux spéculateurs

Face aux dérives ayant entraîné une importante fuite de devises, le président de la République a décidé que l'allocation touristique sera désormais versée exclusivement par carte bancaire.

Une mesure destinée à protéger les réserves de change, garantir que les bénéficiaires en profitent effectivement et couper court aux pratiques spéculatives qui ont détourné ce dispositif de sa vocation initiale. Réuni hier, sous la présidence du chef de l'État, Abdelmadjid Tebboune, le Conseil des ministres a adopté une mesure destinée à préserver les réserves en devises et à empêcher les spéculateurs et les intermédiaires de tirer profit d'un dispositif destiné exclusivement aux voyageurs. Face aux «graves dépassements qui ont provoqué une fuite de devises, sans que les bénéficiaires ne profitent effectivement de l'allocation touristique», le président de la République a décidé, «à titre provisoire», que cette allocation sera désormais accordée «par carte bancaire» et «ne sera plus versée en espèces», afin de «limiter les dépassements constatés». En privilégiant le paiement électronique, les pouvoirs publics entendent assurer la traçabilité de l'utilisation de cette allocation, protéger les deniers publics et préserver les réserves nationales en devises. Cette décision constitue l'une des principales mesures arrêtées lors du Conseil des ministres, présidé par le chef de l'État, qui a également examiné plusieurs dossiers relatifs à la transformation numérique, à la coopération avec le Niger et le Tchad, au développement des start-up ainsi qu'à la préparation de la saison touristique.

UN PLAN D'ACTION POUR RELANCER LE TOURISME

Le Conseil des ministres s'est également penché sur la saison touristique. À ce titre, le président de la République a chargé le ministre du Tourisme d'élaborer «un plan d'action complet et efficace» pour développer le tourisme national et encourager le tourisme intérieur, notamment le tourisme



balnéaire, au profit des familles algériennes. Il a également insisté sur le développement de la formation spécialisée dans les différentes filières du tourisme-balnéaire, montagneux et saharien- tout en rappelant les facilités accordées ces dernières années, notamment «la possibilité d'obtenir un visa directement à l'arrivée dans les aéroports du Sud». Le Président a, en outre, appelé à «exploiter toutes les potentialités touristiques» du pays grâce à une meilleure coordination entre les différents secteurs afin de promouvoir «l'image de la diversité et de la richesse civilisationnelle et culturelle de l'Algérie».

ACCÉLÉRER LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE

S'agissant de l'exploitation du Portail national des services numériques, le président Tebboune a fixé «un délai maximal d'un mois» pour assurer «une interconnexion complète entre les différents secteurs», afin de faciliter l'accès des citoyens aux services

numériques. Le chef de l'État a également insisté sur «la nécessité de redoubler d'efforts pour accélérer le développement des services numériques», soulignant le succès enregistré depuis la mise en service du Centre national des données.

COOPÉRATION RENFORCÉE AVEC LE NIGER ET LE TCHAD

Le Conseil des ministres a également fait le point sur la mise en œuvre des accords de coopération conclus avec le Niger et le Tchad. À cette occasion, le président de la République a réaffirmé «l'importance majeure» que l'Algérie accorde à la concrétisation rapide des projets convenus, notamment dans le domaine de la production d'électricité au profit des populations des deux pays. Selon le communiqué, cette démarche procède d'«une volonté commune d'établir une base économique solide» capable de favoriser «un développement fort et de véritables investissements» au service des intérêts communs de l'Algérie,

du Niger, du Tchad et de l'ensemble de la région. Afin d'assurer un suivi permanent de ces projets, le Président a chargé le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, de superviser une commission sectorielle chargée de suivre leur état d'avancement sur le terrain.

LE SECTEUR PRIVÉ APPELÉ À FINANCER DAVANTAGE LES START-UP

Concernant l'écosystème des start-up, le président Tebboune a salué les progrès réalisés, estimant que «l'expérience algérienne est devenue pionnière et crédible» et qu'elle suscite «un intérêt croissant de la part des pays africains». Il a ordonné de poursuivre «le soutien à cette dynamique positive et aux succès enregistrés», tout en appelant à une implication plus importante du secteur privé dans le financement des jeunes entreprises innovantes, en particulier dans «les domaines les plus porteurs». Le chef de l'État a également affirmé que «le modèle algérien de création et de développement des start-up est aujourd'hui au centre de l'intérêt africain et international», dans la mesure où il favorise une dynamique économique tout en préservant «la souveraineté effective de nos jeunes et de leurs entreprises».

JUMELAGE ENTRE TIPASA ET KANSAS CITY

Enfin, le chef de l'État a chargé le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, ainsi que les ministres de l'Intérieur et des Sports, de préparer la signature d'un accord de jumelage entre les villes de Tipasa et de Kansas City, «en reconnaissance de l'accueil chaleureux réservé à la délégation officielle et aux supporters algériens lors de la Coupe du monde 2026» et en hommage à «la qualité des relations algéro-américaines».

R. N

DÉCÈS DE CHEIKH HAMAD BEN KHALIFA AL THANI Le chef de l'Etat présente ses condoléances

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a adressé, hier, un message de condoléances à Cheikh Tamim ben Hamad Al Thani, émir de l'État du Qatar, à la suite du décès de l'ancien émir père, Cheikh Hamad ben Khalifa Al Thani.

Dans son message, le chef de l'État a fait part de sa profonde émotion après l'annonce de la disparition de l'ancien souverain qatari, exprimant à l'émir du Qatar ainsi qu'à la famille royale ses sincères condoléances et sa solidarité en cette douloureuse circonstance. Le président Tebboune a rendu hommage à Cheikh Hamad ben Khalifa Al Thani, qu'il a qualifié de «grand bâtisseur» et de dirigeant arabe reconnu pour sa sagesse ainsi que pour les services rendus aux causes arabes.

Le chef de l'État a également souligné les liens particuliers qu'entretenait le défunt avec l'Algérie, rappelant qu'il portait une affection sincère au pays, une affection qui était réciproque. Il a évoqué les relations solides tissées avec l'Algérie à travers ses nombreuses visites, saluant la mémoire d'un homme ayant contribué au renforcement des relations fraternelles entre les deux pays. «Puisse Dieu accueillir le défunt en Son vaste paradis. À Dieu nous appartenons, à Lui nous retournons », a conclu le président de la République dans son message de condoléances. Par ailleurs, le chef de l'État a reçu plu-



sieurs messages de félicitations de la part de dirigeants de pays frères et amis à l'occasion du 64^e anniversaire de la Fête de l'Indépendance et du recouvrement de la souveraineté nationale.

Le président finlandais, Alexander Stubb, a adressé ses félicitations au président Tebboune, lui exprimant, en son nom et au nom du peuple finlandais, ses vœux de santé, de bonheur et de prospérité pour l'Algérie et son peuple. De son côté, la présidente indienne, Droupadi Murmu, a souligné, dans son message de félicitations, les «rela-

tions historiques étroites» entre l'Algérie et l'Inde, fondées sur l'amitié et la coopération. Elle a exprimé sa volonté de poursuivre le renforcement des relations bilatérales, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud.

Le président du Cap-Vert, José Maria Pereira Neves, a, de son côté, présenté ses vœux au président Tebboune et au peuple algérien, affirmant son engagement à œuvrer au renforcement des liens de fraternité, de coopération et de solidarité entre les deux pays. Le président tchadien, le maréchal

Mahamat Idriss Déby Itno, a adressé ses félicitations au président Tebboune, saluant la lutte historique du peuple algérien pour la liberté et la souveraineté. Il a également mis en avant les relations fraternelles et coopératives entre l'Algérie et le Tchad, tout en réaffirmant sa volonté de les développer davantage.

Le président nigérien, le général Abdourahamane Tiani, a transmis ses chaleureuses félicitations au président Tebboune et au peuple algérien, saluant le niveau des relations d'amitié et de coopération entre les deux pays et exprimant son souhait de les renforcer davantage.

Le président du Kazakhstan, Kassym-Jomart Tokaïev, a également félicité le président Tebboune et le peuple algérien à l'occasion de cette date historique, symbole de souveraineté et d'unité nationale. Il a souligné que l'Algérie constitue un partenaire fiable pour son pays et a exprimé son souhait de consolider davantage les relations algéro-kazakhes.

Par ailleurs, le prince héritier du Koweït, Son Altesse le cheikh Sabah Khaled Al-Hamad Al-Sabah, a adressé un message de félicitations au président Tebboune à l'occasion de la commémoration de l'Indépendance de l'Algérie, lui souhaitant santé, réussite et prospérité, ainsi qu'au peuple algérien davantage de progrès et de développement.

DE LA RÉVOLUTION À L'ALGÉRIE NOUVELLE

L'ESPRIT DE SOUVERAINETÉ

Les valeurs issues de la Révolution de libération nationale demeurent au cœur de la démarche de l'édification de l'Algérie victorieuse.

La revue El Djeïch affirme, dans son dernier numéro, que la consolidation des fondements de «l'Algérie nouvelle victorieuse» repose sur les hauts faits de la Révolution de Libération nationale et sur les valeurs de sacrifice, de résistance, d'unité des rangs et de cohésion du peuple algérien. Dans un éditorial intitulé «Volontés nationales sincères fidèles au serment fait aux valeureux martyrs», la publication souligne que la célébration du 64e anniversaire de l'indépendance et du recouvrement de la souveraineté nationale constitue une occasion de rappeler la portée historique du 5 juillet 1962, date marquant l'aboutissement d'une longue lutte menée par le peuple algérien contre le colonialisme. Selon la revue, cette victoire historique a consacré le triomphe de la volonté du peuple algérien sur une puissance coloniale qui a finalement reconnu son droit à la liberté et à la dignité. Elle considère que la Révolution algérienne demeure l'une des plus grandes épopées de libération du XXe siècle, inscrite durablement dans la mémoire nationale et dans l'Histoire universelle. El Djeïch rappelle que l'indépendance a été obtenue au prix d'immenses sacrifices humains, évoquant les millions de martyrs, les veuves, les orphelins et les blessés. Pour la publication, ce lourd tribut confirme que le droit et la justice finissent toujours par l'emporter malgré plus de 132 années d'occupation coloniale.

PRÉSERVER L'HÉRITAGE DES MARTYRS

La revue estime que la commémoration de cette date historique impose un devoir de mémoire envers les générations qui ont combattu pour l'indépendance. Elle souligne que la fidélité au message des martyrs passe par la préservation de leur héritage, notamment la souveraineté nationale, et par la poursuite des efforts destinés à renforcer l'État dans toutes ses dimensions. Dans ce cadre, El Djeïch met en avant les actions engagées par les hautes autorités du pays, sous la conduite du président de la République, chef suprême des Forces armées et ministre de la Défense nationale.



Selon l'éditorial, ces efforts visent à garantir la sécurité et la stabilité du pays, à préserver l'indépendance de la décision nationale et à renforcer les facteurs de puissance de l'État sur les plans politique, économique, social et sécuritaire.

DES ACQUIS AU SERVICE DU RENOUVEAU NATIONAL

La publication considère que les réalisations enregistrées dans plusieurs secteurs ainsi que le positionnement de l'Algérie sur les scènes régionale et internationale traduisent cette vision fondée sur la valorisation des ressources nationales, la construction d'une économie productive, le développement des infrastructures et le renforcement des sécurités hydrique, alimentaire, énergétique et numérique. Pour la revue, bien que les six décennies écoulées depuis l'indépendance représentent une période relativement courte dans l'histoire d'une nation, les progrès réalisés ces dernières années témoignent de la capacité des Algériens à relever les défis et à concrétiser les objectifs de développement et de renouveau. L'éditorial revient également sur le message adressé par le

président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à l'occasion du 64e anniversaire de la Fête de l'indépendance. Celui-ci y affirme que l'esprit de l'Algérie nouvelle puise sa force dans la fidélité au serment prêté aux martyrs de la Révolution et dans la volonté nationale de poursuivre le processus de changement, de renforcer le développement durable et de conduire le pays vers le rang des nations émergentes. Selon El Djeïch, les valeurs qui ont porté la guerre de Libération, le sacrifice, la résistance, l'unité et la cohésion nationale, demeurent, aujourd'hui, les fondements sur lesquels s'appuie la consolidation de l'Algérie nouvelle.

CONSOLIDER L'INDÉPENDANCE

La revue souligne également que le renforcement de l'indépendance nationale et de l'immunité de l'État nécessite la mobilisation de l'ensemble des citoyens, des compétences nationales et des forces vives du pays. Elle rappelle que si la défense de la patrie constitue une obligation pour chaque citoyen, la participation à la consolidation de la souveraineté nationale et au développement du pays relève également

d'un devoir inspiré par la fidélité aux sacrifices des chouhada.

Pour la publication, ces principes doivent continuer à guider l'action nationale afin de placer l'Algérie sur la voie du progrès, du développement économique et de la prospérité.

Abordant le rôle de l'Armée nationale populaire, digne héritière de l'Armée de libération nationale, El Djeïch affirme que celle-ci poursuit ses efforts pour préserver la souveraineté nationale, défendre l'intégrité territoriale et garantir l'unité du peuple algérien. Elle estime que la sécurité et la stabilité constituent les conditions essentielles à la poursuite du développement et du renouveau national.

La revue rapporte également les déclarations du général d'armée Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, prononcées lors de la cérémonie annuelle de remise de grades et de médailles. Celui-ci a salué l'engagement des personnels de l'ANP, qu'il décrit comme animés par les valeurs d'abnégation, de courage, de patriotisme et de loyauté héritées des combattants de la Révolution. Selon les propos rapportés par El Djeïch, le général d'armée a indiqué que la date du 5 juillet demeurera une source permanente d'inspiration pour l'ANP, qui poursuivra l'accomplissement de ses missions constitutionnelles sous la haute direction du président de la République, dans le respect des principes de la Révolution du 1er Novembre et des valeurs des chouhada. Il a ajouté que l'institution militaire demeure portée par la conscience d'un peuple forgé par les révolutions, capable de relever les défis les plus difficiles et de préserver son unité nationale.

La revue réaffirme enfin que la mémoire des martyrs des résistances populaires, de la révolution de Libération nationale et du devoir national demeure au cœur de la conscience collective. Elle rend hommage aux moudjahidine, aux personnels de l'Armée nationale populaire ainsi qu'aux différents corps de sécurité pour leur contribution à la préservation de la sécurité, de la stabilité et de la souveraineté de l'Algérie.

Assia M.

CENTENAIRE DE L'ASSOCIATION ÉTOILE NORD-AFRICAINE

Berceau du nationalisme algérien

L'Institut national d'études de stratégie globale (INESG) a organisé, hier, à Alger, une conférence historique à l'occasion du centenaire de la création de l'Étoile nord-africaine (ENA). Cette rencontre avait pour objectif de mettre en lumière les circonstances de la naissance de cette organisation en émigration ainsi que son rôle dans le parcours du mouvement national algérien vers l'indépendance. Intervenant à cette occasion, le directeur de l'institut, Abdelaziz Medjahed, a souligné que l'Étoile nord-africaine,

fondée en 1926, constitue «le premier mouvement politique à avoir porté un projet national et revendiqué le recouvrement de la souveraineté et de la personnalité algériennes». Il a également mis en exergue le rôle de l'élite fondatrice de ce mouvement, qui a su tirer les enseignements de la Première Guerre mondiale ainsi que des différentes formes de résistance à la colonisation française menées en Algérie depuis 1830. Selon lui, l'histoire de cette organisation mérite une attention particulière en raison de sa

contribution à l'émergence d'un courant politique indépendantiste. Lors de cette rencontre, le Pr Mustapha Saâdaoui est revenu sur les conditions de formation de l'élite nationale ayant fondé le premier parti politique algérien en émigration. Il a expliqué que l'expérience commune de l'émigration constituait le principal facteur de cohésion entre les militants, originaires des différentes régions du pays. Pour sa part, le Pr Mouloud Aouïmer a consacré son intervention à l'étude de

l'Étoile nord-africaine à travers les écrits historiques français, en mettant en perspective les différentes lectures de cette organisation dans les travaux des historiens. Cette conférence s'inscrit dans le cadre des activités commémoratives consacrées au centenaire de l'Étoile nord-africaine, reconnue comme l'une des premières organisations politiques ayant posé les bases de la revendication nationale et préparé le terrain au combat pour l'indépendance de l'Algérie.

CRÉSUS

Quotidien national,
édité par la SARL
CELIGNE Éd. & Com.

DIRECTEUR DE PUBLICATION
SAMIR MEHALLA
celigned@gmail.com
cresusdz@gmail.com
Tél. : 044 40 74 96

DIRECTEUR DE REDACTION
SAID MEKLA

REDACTRICE EN CHEF
ASSIA MEKHENNEF

Rédaction/Administration

MAISON DE LA PRESSE
TAHAR DJAOUT
1, RUE BACHIR ATTAR
1^{er} MAI - ALGER

Marketing : 0770 150719
dp@cresus.dz
Site : www.cresus.dz
R. C. : 15B 0808682- 09/00

Impression : EPE/SPA SIMPRAL
20 rue de la liberté Alger
Tirage : 3000 exemplaires

« Pour votre publicité
s'adresser à : l'Entreprise
Nationale de Communication,
d'Édition et de publicité »

Agence ANEP 01, avenue
pasteur- Alger

Tél : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48/020.05.13.45
020.05.13.77

E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

BACCALAURÉAT 2026

Un taux de réussite nationale de 56,18%

Plus de 1 200 candidats ont décroché la mention «excellent» avec une moyenne égale ou supérieure à 18/20.

Le ministre de l'Éducation nationale, Mohamed Seghir Sadaoui, a annoncé, hier, que le taux de réussite nationale à l'examen du baccalauréat, session de juin 2026, a atteint 56,18%, enregistrant une progression de cinq points par rapport à la session précédente.

Présentant les résultats lors d'une conférence de presse, le ministre a qualifié le bilan de cette édition de «très satisfaisant», estimant qu'il reflète les efforts consentis tout au long de l'année scolaire par l'ensemble des acteurs du secteur.

UN TAUX DE RÉUSSITE EN NETTE PROGRESSION

Selon les chiffres communiqués à cette occasion, 588 611 candidats scolarisés ont passé les épreuves du baccalauréat cette année. Parmi eux, 327 029 élèves ont obtenu leur diplôme. S'agissant des candidats libres, leur nombre s'est élevé à 287 612,

LES CADETS DE LA NATION À L'HONNEUR

Le ministère de la Défense nationale a annoncé, hier, que les promotions de la session de juin 2026 ont enregistré un taux de réussite de 99,11%, tandis que les cadettes de la nation ont réalisé un taux de réussite de 100%. Les écoles des cadets de la nation ont une nouvelle fois confirmé l'excellence de leurs résultats au baccalauréat.



dont près de 97 000 ont été admis, soit un taux de réussite de 43,31%.

Le ministre a souligné que les résultats enregistrés cette année sont supérieurs de cinq points à ceux de la session précédente, considérant cette évolution comme le fruit des efforts déployés par les différents intervenants du secteur de l'éducation. Il a également indiqué que 47 000 nouveaux bacheliers figurent parmi les admis de cette session.

PLUS DE 1 200 MENTIONS «EXCELLENT»

Les résultats font également ressortir un nombre important de candidats ayant obtenu des mentions. Ainsi, 1 232 lauréats, parmi les candidats scolarisés et les candidats libres, ont décroché une mention «excellent», avec une moyenne générale

égale ou supérieure à 18/20.

Par ailleurs, 21 800 candidats ont obtenu une moyenne comprise entre 16 et 18/20, leur permettant de décrocher une mention «Très bien».

Revenant sur les facteurs ayant contribué à cette amélioration des résultats, Mohamed Seghir Sadaoui a expliqué que cette progression est notamment liée à la stabilité de l'année scolaire ainsi qu'à la bonne organisation des différentes étapes de l'examen. Il a souligné que la session de juin 2026 s'est déroulée dans de bonnes conditions, grâce à la mobilisation de l'ensemble des parties concernées.

DES EXAMENS ORGANISÉS SANS INTERRUPTION D'INTERNET

Le ministre a également mis en avant les conditions particulières dans lesquelles les

examens se sont déroulés cette année. Il a indiqué que la session 2026 a connu une réduction du recours à la coupure d'Internet par rapport aux années précédentes, tout en précisant que cette évolution n'a eu aucune incidence sur la préservation de l'intégrité des examens ni sur leur sécurisation.

Selon lui, le secteur s'est attaché à préserver l'environnement éducatif des différentes influences extérieures grâce à la mobilisation de l'ensemble des parties concernées, afin d'assurer le bon déroulement de l'opération et le respect des règles encadrant les examens nationaux.

POURSUIVRE LES RÉFORMES DU SYSTÈME ÉDUCATIF

Évoquant les perspectives du secteur, le ministre a rappelé que le ministère de l'Éducation nationale poursuit ses efforts pour améliorer la qualité de l'enseignement et offrir de nouvelles perspectives aux élèves.

Dans ce cadre, il a indiqué que les actions engagées visent à assurer une dynamique permanente du système éducatif, notamment à travers le renforcement des programmes d'enseignement, le développement de l'apprentissage des langues, l'amélioration des acquis des élèves ainsi que la révision des contenus pédagogiques afin de les adapter aux exigences actuelles.

Mohamed Seghir Sadaoui a ajouté que ces réformes reposent sur des mécanismes à caractère scientifique et pédagogique. Elles comprennent notamment le renforcement de la formation des enseignants, le développement de leurs compétences ainsi que le recours à des accords et à des partenariats internationaux susceptibles de contribuer à l'amélioration de la qualité de l'école algérienne.

I.Khermane

ORIENTATION UNIVERSITAIRE 2026

La fiche de vœux élargie à 12 choix

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique introduit plusieurs nouveautés pour la campagne d'orientation universitaire 2026. La principale mesure concerne l'élargissement de la fiche de vœux, qui permettra désormais aux nouveaux bacheliers de formuler jusqu'à 12 choix de filières, contre 6 à 10 lors de la précédente campagne.

Invité de la Radio nationale, le directeur général de l'enseignement et de la formation au ministère, Ali Choukri, a expliqué que cette réforme vise à offrir davantage de possibilités aux candidats à améliorer leur satisfaction lors de l'affectation et à réduire

les situations de zéro choix.

Les préinscriptions se dérouleront du 15 au 19 juillet, suivies d'une période de confirmation et de modification des vœux du 20 au 22 juillet. Cette seconde phase permettra aux nouveaux bacheliers d'ajuster leurs choix avant le lancement du traitement des demandes.

L'étude des dossiers est programmée du 23 au 29 juillet, tandis que les résultats de l'orientation seront publiés dans la soirée du 30 juillet.

DES INSCRIPTIONS 100% EN LIGNE

Les inscriptions définitives auront lieu du 5 au 10 août et s'effectueront exclusivement sur la plateforme numérique du ministère. Elles ne seront validées qu'après le paiement des frais d'inscription, fixés à 200 DA, via la carte Edahabia.

Cette démarche s'inscrit dans le cadre de la stratégie de numérisation engagée par le ministère afin de simplifier les procédures administratives et d'améliorer les services destinés aux nouveaux étudiants.

Autre nouveauté de cette rentrée universitaire : la traditionnelle circulaire d'orientation, qui comptait près de 200 pages et était diffusée au format PDF, cède

la place à une plateforme numérique interactive.

Ce nouvel outil centralisera toutes les informations nécessaires aux futurs étudiants, notamment les offres de formation, les conditions d'accès aux différentes filières, les établissements universitaires concernés ainsi que le calendrier des opérations d'orientation et d'inscription.

Selon Ali Choukri, cette évolution a pour objectif de rendre l'information plus accessible, plus lisible et plus facilement actualisable, tout en accompagnant les nouveaux bacheliers dans le choix de leur parcours universitaire.

I.K.

AVEC 9% DU PIB DE DÉPENSES PUBLIQUES D'ÉDUCATION

L'Algérie au premier rang dans le monde arabe

Selon les dernières données de l'Unesco, relayées par la plateforme Our World in Data, qui mesurent les dépenses publiques consacrées à l'éducation en pourcentage du produit intérieur brut (PIB), l'Algérie occupe la première place parmi les pays arabes avec un taux de 9%. Cet indicateur, qui englobe les dépenses courantes, les dépenses d'investissement et les transferts, constitue l'une des principales références internationales pour évaluer l'effort consenti par les États en faveur de l'éducation et du développement du capital humain. Ces données placent l'Algérie devant la Tunisie (6,73%) et le Koweït (6,44 %). À l'échelle mondiale, ce niveau d'investissement permet également au pays de figurer parmi les dix

premiers en matière d'effort budgétaire consacré à l'éducation, aux côtés de pays de l'OCDE, comme la Corée du Sud.

UN SECTEUR PRIORITAIRE

L'éducation demeure l'un des secteurs les plus soutenus par les pouvoirs publics. Le projet de loi de finances 2026 lui consacre une enveloppe de 1 792 milliards de dinars, soit près de 13,7 milliards de dollars, ce qui le classe parmi les cinq secteurs les mieux dotés.

Cette politique accompagne la gratuité de l'enseignement à tous les niveaux et répond à la croissance continue des effectifs scolaires et universitaires. D'importants investissements sont également engagés pour développer les

infrastructures éducatives, notamment dans les régions éloignées, afin de réduire les disparités territoriales.

DES INVESTISSEMENTS RENFORCÉS

Entre 2020 et 2024, 677 équipements éducatifs ont été programmés. Les années 2025 et 2026 totalisent, à elles seules, 554 projets, à savoir 224 en 2025 et 330 prévus en 2026, illustrant ainsi l'accélération des investissements.

Le projet de loi de finances 2026 prévoit, par ailleurs, une enveloppe de 150 milliards de dinars destinée à la réalisation de 330 nouveaux établissements, répartis entre 200 écoles primaires, 80 collèges d'enseignement moyen et 50 lycées.

FORMER AUX MÉTIERS DE DEMAIN

Parallèlement aux investissements dans les infrastructures, le gouvernement poursuit la réforme du système éducatif afin de mieux répondre aux besoins de l'économie nationale. Depuis 2025, les filières industrielles, agricoles, numériques et énergétiques ont été renforcées, tandis que de nouvelles spécialités, notamment en intelligence artificielle et en cybersécurité, ont été introduites.

L'objectif est de mieux valoriser la formation professionnelle et de faire de l'orientation scolaire un levier d'insertion et de développement des compétences, en adéquation avec les mutations du marché de l'emploi.

S. Smati

TRANSITION VERTE

L'énergie du futur se dessine à Alger

Réunis dans la capitale algérienne à l'occasion d'un forum arabe consacré aux énergies renouvelables et à leurs applications environnementales, des chercheurs et des experts de plusieurs pays ont appelé à renforcer la coopération scientifique et l'innovation afin d'accélérer la transition écologique.

Les énergies renouvelables et leurs applications environnementales, notamment dans le domaine de l'économie circulaire dans les pays arabes, ont été au cœur d'un forum arabe organisé, hier, à Alger. Les participants ont examiné les moyens de renforcer les capacités et la coopération afin d'améliorer la qualité de l'air et de développer la veille sanitaire, tout en mettant en avant les potentialités de l'Algérie dans les domaines de la recherche et du développement liés aux énergies renouvelables, ainsi que son rôle à l'échelle régionale.

Cette rencontre scientifique, qui s'étend sur deux jours, vise à favoriser l'échange d'expériences et d'expertises pour développer des solutions durables dans le traitement des déchets médicaux et dangereux. Elle ambitionne également de promouvoir la recherche scientifique, l'innovation et le renforcement de la coopération entre les institutions universitaires et les centres de recherche arabes, avec la participation de représentants d'universités, de centres de recherche, d'organismes nationaux arabes ainsi que d'institutions internationales de recherche.

Le forum est organisé à l'initiative de l'Organisation arabe pour l'éducation, la culture et les sciences Alesco, en collaboration avec la Commission nationale algérienne pour l'éducation, la science et la culture,



relevant du ministère de l'Éducation nationale, l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), la Direction générale de la recherche scientifique et du développement technologique, ainsi que le Centre de recherche en technologies des semi-conducteurs.

L'ALGÉRIE MISE SUR SON POTENTIEL SCIENTIFIQUE

Lors de l'ouverture des travaux, le directeur du Centre de recherche en technologies des semi-conducteurs, Salim Hassani, a évoqué les défis environnementaux et sanitaires auxquels est confrontée la région arabe. Il a souligné que l'Algérie dispose d'importantes potentialités et d'une expérience reconnue dans le domaine des énergies renouvelables, ainsi que de compétences et d'un riche capital scientifique dans les domaines de la surveillance environnementale, de la gestion des déchets et de la veille sanitaire. Ces atouts lui permettent de contribuer activement au développement de la coopération scientifique arabe.

De son côté, le directeur du département des sciences et de la recherche scientifique de l'Alesco, Mohammed Sand Aboudarwish, a mis en exergue la place qu'occupe l'Algérie dans les domaines de la recherche scientifique et de l'application des technologies, notamment dans le secteur des énergies renouvelables.

Il a salué, à cet égard, l'inscription du Centre de recherche en technologies des semi-conducteurs parmi les centres arabes de référence d'excellence de l'Alesco pour la période 2025-2026. Cette distinction reflète, selon lui, la qualité des recherches menées et la contribution du centre au service de la recherche scientifique arabe.

RECHERCHE APPLIQUÉE ET PARTENARIATS RENFORCÉS

Pour sa part, Mohamed Bouheïcha, directeur général de la recherche scientifique et du développement technologique au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, a souligné l'importance du thème abordé lors de cette rencontre. Il a affirmé le rôle de sa direction

dans la promotion de la recherche appliquée, de l'innovation et du renforcement des partenariats entre les universités, les centres de recherche et le secteur économique.

De son côté, le secrétaire général de la Commission nationale algérienne pour l'éducation, la science et la culture, Djelloul Ben Anaya, a estimé que le classement du Centre de recherche en technologies des semi-conducteurs parmi les centres de référence de l'Alesco constitue une reconnaissance des progrès accomplis par l'Algérie dans le domaine de la recherche scientifique.

Il a également souligné le rôle de la commission dans le renforcement de la coopération avec les organisations internationales et régionales, notamment l'Unesco, l'Alesco et l'ICESCO, ainsi que dans le développement des capacités nationales et l'accompagnement des politiques publiques dans les domaines de l'éducation, des sciences et de la culture.

Les travaux de cette rencontre scientifique devaient s'achever par l'adoption d'une série de recommandations visant à renforcer la coopération arabe en matière de recherche scientifique et d'innovation, à développer l'usage des énergies renouvelables et à promouvoir une gestion durable des déchets médicaux et dangereux, contribuant ainsi aux efforts de développement durable dans les pays arabes.

R. N.

FACE AU DÉFI AGRICOLE DU XXI^e SIÈCLE

L'Algérie mise sur les biotechnologies

Face au changement climatique, au stress hydrique et aux exigences croissantes de sécurité alimentaire, l'Algérie cherche à accélérer la modernisation de son agriculture. Les biotechnologies apparaissent comme un levier stratégique pour produire davantage, mieux utiliser les ressources et renforcer la résilience du secteur.

L'agriculture de demain ne dépendra plus seulement des terres disponibles, mais de la capacité à intégrer la science et l'innovation. C'est dans cette perspective qu'Alger a accueilli une journée technique consacrée aux solutions innovantes pour une agriculture durable et une meilleure nutrition animale.

Organisée par l'ambassade des États-Unis, en partenariat avec la société américaine JH Biotech et le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, cette rencontre a réuni experts, chercheurs et professionnels autour des dernières avancées dans les domaines des biofertilisants, des additifs alimentaires biologiques et des technologies agricoles adaptées aux contraintes climatiques.

L'INNOVATION ET LE TRANSFERT DE SAVOIR-FAIRE

Lors de l'ouverture des travaux, Mark Shapiro, chef de la mission diplomatique de l'ambassade des États-Unis, a souligné l'im-



portance d'une coopération fondée sur le transfert de savoir-faire, la recherche et l'innovation afin d'accompagner les objectifs algériens en matière de sécurité alimentaire.

Pour Abdelmadjid Seghiri, ingénieur agronome et membre du bureau exécutif de l'Union nationale des ingénieurs agronomes, le véritable enjeu ne réside pas uniquement dans l'acquisition de technologies étrangères, mais dans leur adaptation et leur transformation en expertise nationale.

«La véritable valeur ajoutée réside dans la capacité à transformer la technologie importée en expertise locale», estime-t-il,

rappelant que l'Algérie dispose d'importants atouts agricoles et de compétences humaines capables de soutenir cette transition.

DES SOLUTIONS CONCRÈTES POUR PRODUIRE MIEUX

Les biotechnologies offrent aujourd'hui des solutions concrètes : amélioration de la fertilité des sols grâce aux biofertilisants, développement de cultures plus résistantes, optimisation de l'alimentation animale et réduction de l'usage des intrants chimiques.

Cette évolution s'inscrit dans une vision plus large d'une agriculture intelligente intégrant également les outils numériques, la télédétection, l'intelligence artificielle et l'analyse des données agricoles.

La réussite de cette transformation dépendra, toutefois, de la capacité à créer un écosystème national d'innovation associant recherche scientifique, formation, entreprises et agriculteurs. L'objectif n'est plus seulement d'importer des solutions, mais de développer une expertise capable de concevoir des réponses adaptées aux réalités algériennes.

Face aux défis alimentaires et climatiques, l'avenir de l'agriculture algérienne se jouera donc sur un facteur déterminant : la maîtrise de la connaissance et de la technologie.

DRAGAGE DES PORTS

Le plan d'action algéro-chinois lancé



Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a présidé, hier, au siège du ministère, une réunion de coordination consacrée à l'examen du plan d'action de la société mixte algéro-chinoise spécialisée dans le dragage des ports. À cette occasion, l'accent a été mis sur la nécessité de mobiliser tous les moyens nécessaires à la réussite de ses missions, indique un communiqué du ministère. Cette rencontre, qui s'inscrit dans le cadre du développement et de la modernisation des infrastructures portuaires, s'est déroulée en présence des cadres centraux du ministère, des présidents-directeurs généraux et directeurs généraux de l'Agence nationale de réalisation des infrastructures portuaires (ANRIP), du Groupe des travaux maritimes (GTM), du Laboratoire des études maritimes (LEM), ainsi que des représentants de la société chinoise China Harbour Engineering Company (CHEC).

Lors de cette réunion, le plan d'action de la société mixte algéro-chinoise spécialisée dans le dragage des ports a été examiné. Les participants ont souligné l'importance de mobiliser l'ensemble des moyens susceptibles de garantir le bon fonctionnement de cette structure, appelée à renforcer les capacités nationales en matière de dragage et d'entretien des ports, tout en contribuant à l'amélioration des capacités opérationnelles des infrastructures portuaires nationales.

GAZ

L'Algérie règne sur le marché italien

Dans un contexte de recomposition du marché énergétique européen, marqué par la diversification des sources d'approvisionnement et la montée en puissance du GNL, le partenariat gazier entre Alger et Rome s'impose comme un axe stratégique pour la sécurité énergétique de l'Italie.

L'Algérie a confirmé en 2025 son statut de premier fournisseur de gaz naturel de l'Italie, avec une part de 36,1 % des importations italiennes, devançant l'Azerbaïdjan et les États-Unis, selon le rapport annuel de l'Autorité italienne de régulation de l'énergie, des réseaux et de l'environnement (ARERA).

D'après le document, Rome reste fortement dépendante des approvisionnements extérieurs, même si cette dépendance a légèrement reculé. En 2025, le gaz importé représentait 94,3 % du gaz disponible en Italie, contre 95,2 % un an auparavant.

En intégrant les livraisons acheminées par gazoducs et celles transportées sous forme de gaz naturel liquéfié (GNL), l'Algérie arrive en tête du classement avec 36,1 % des volumes importés, suivie par l'Azerbaïdjan (16,2 %) et les États-Unis (15,9 %).

UN MARCHÉ ITALIEN EN RECOMPOSITION

La structure des approvisionnements italiens continue toutefois d'évoluer. La part du Qatar a légèrement diminué, passant de 11,6 % à 11 %, tandis que les four-



nitures en provenance de la Norvège et des Pays-Bas ont progressé, passant de 10,1 % à 14,1 %.

Parallèlement, de nouveaux fournisseurs ont renforcé leur présence sur le marché italien. Les importations en provenance de Trinité-et-Tobago, de Guinée équatoriale, du Nigeria, de Mauritanie et du Sénégal sont passées de 0,9 à 2,2 milliards de mètres cubes.

Malgré sa première place, l'Algérie, à l'instar de l'Azerbaïdjan, du Qatar et de la Libye, a enregistré une baisse de ses exportations vers l'Italie par rapport à l'année précédente.

Après deux années de recul, la consommation italienne de gaz naturel a repris en 2025, progressant de 2 % pour atteindre 62,1 milliards de mètres cubes, contre 61 milliards en 2024.

Cette hausse s'explique principalement par la progression de 6,6 % de l'utilisation

du gaz dans la production électrique, destinée à compenser la diminution des importations d'électricité.

La production nationale italienne a également augmenté, passant de 2,6 à 3 milliards de mètres cubes. Le groupe Eni conserve sa position dominante avec 56,7 % de la production nationale.

LE GNL, UN LEVIER MAJEUR DE DIVERSIFICATION

Les importations italiennes de gaz ont atteint 61,6 milliards de mètres cubes en 2025, contre 59,5 milliards en 2024, soit une progression de 3,6 %.

Cette croissance a été portée notamment par le doublement des volumes en provenance des États-Unis et par la hausse de 43 % des livraisons norvégiennes et néerlandaises.

Le gaz naturel liquéfié a occupé une place croissante dans le mix énergétique

italien. Ses importations ont augmenté de 44 %, passant de 14,7 à 21,2 milliards de mètres cubes, représentant désormais près d'un tiers des importations totales.

Face aux incertitudes pesant sur certains approvisionnements internationaux, l'Italie a sollicité en mars 2026 des volumes supplémentaires de gaz algérien.

La Première ministre italienne, Giorgia Meloni, a alors exprimé la volonté de son gouvernement d'approfondir la coopération énergétique avec Alger, notamment à travers les groupes Eni et Sonatrach.

Les deux pays envisagent également d'élargir leur partenariat à de nouveaux secteurs, notamment l'exploration offshore et le développement des ressources gazières, afin d'accroître les capacités d'approvisionnement vers le marché italien.

TRANSMED, UN AXE STRATÉGIQUE ENTRE ALGER ET ROME

Au cœur de cette coopération figure le gazoduc TransMed, qui relie l'Algérie à l'Italie via la Tunisie. Cette infrastructure constitue un axe stratégique pour Rome, en lui garantissant un approvisionnement de proximité et relativement stable.

Selon les données du secteur, l'Italie a importé en 2025 environ 1,62 million de tonnes de GNL algérien, sur un total de 9,54 millions de tonnes exportées par l'Algérie, soit l'équivalent d'environ 13,12 milliards de mètres cubes de gaz.

Les tensions géopolitiques dans le Golfe, notamment autour du détroit d'Ormuz, ont rappelé l'importance de disposer de fournisseurs énergétiques fiables et proches.

Dans ce contexte, l'Algérie apparaît comme un partenaire stratégique pour l'Europe, grâce à ses ressources gazières, ses infrastructures existantes et sa proximité géographique avec le continent.

NÉGOCIATION EN LIGNE DES ACTIONS ET DES OBLIGATIONS

La BNA lance « Bourse Connect »

La Banque Nationale d'Algérie (BNA) renforce son offre de services numériques avec le lancement de « Bourse Connect », une nouvelle plateforme permettant à ses clients d'acheter et de vendre des actions et des obligations cotées à la Bourse d'Alger, directement en ligne.

Accessible via le portail de banque en ligne de la BNA ainsi que l'application mobile BN@tic, cette solution s'adresse aussi bien aux particuliers qu'aux entreprises. Elle vise à simplifier les opérations d'investissement en offrant un accès sécurisé et dématérialisé au marché financier algérien. Selon un communiqué de la banque, la plateforme est disponible pour les clients des activités bancaires conven-



tionnelles et de la finance islamique. Les investisseurs peuvent ainsi gérer leurs opérations boursières à distance, sans avoir à

se déplacer en agence. Bourse Connect offre plusieurs fonctionnalités, notamment la passation d'ordres d'achat et de vente d'actions et d'obligations, la consultation des titres cotés à la Bourse d'Alger, le suivi en temps réel de l'exécution des ordres, le téléchargement des accusés de réception et des rapports d'exécution au format PDF, ainsi que la réception de notifications instantanées sur l'évolution des transactions.

Le processus d'utilisation a été conçu pour être simple et sécurisé. Après s'être connecté à son espace de banque en ligne ou à l'application BN@tic, le client peut saisir son ordre de bourse, le valider au moyen d'une signature électronique, puis suivre son exécution directement depuis la

plateforme. Pour accéder au service, les utilisateurs doivent être abonnés à la banque en ligne dans le cadre de l'offre Net+, disposer d'un compte espèces suffisamment approvisionné, détenir un compte-titres et avoir activé l'authentification à deux facteurs afin de garantir un niveau élevé de sécurité. Avec le lancement de « Bourse Connect », la BNA poursuit sa stratégie de transformation numérique et répond à la demande croissante de solutions digitales dans le domaine de l'investissement. À travers cette initiative, la banque entend faciliter l'accès au marché boursier et permettre à ses clients de gérer leurs portefeuilles d'investissement à tout moment et en toute sécurité.

METAL STEEL & MINING ALGERIA EXPO 2027 :

Au cœur de l'innovation industrielle

Le secteur industriel algérien s'apprête à accueillir l'un de ses rendez-vous majeurs avec la tenue de la 5^e édition du METAL STEEL & MINING ALGERIA EXPO, prévue du 12 au 14 avril 2027 au Palais des Expositions des Pins Maritimes (SAFEX) à Alger.

Placé sous le slogan « L'avenir de l'industrie métallurgique et minière se construit dès aujourd'hui », cet événement réunira pendant trois jours les principaux acteurs nationaux et internationaux de la sidérurgie, de la métallurgie, de la fonderie, de l'industrie minière, des équipements industriels et des technolo-

gies de pointe.

Au fil des éditions, le salon s'est imposé comme une plateforme d'échanges et de coopération, favorisant le dialogue entre industriels, investisseurs, fournisseurs, institutions et experts. L'édition 2027 ambitionne de mettre en lumière les évolutions technologiques du secteur, les nouveaux procédés de production ainsi que les solutions innovantes répondant aux enjeux de compétitivité, de performance industrielle et de développement durable.

Le programme prévoit des espaces d'exposition, des rencontres profession-

nelles et des opportunités de mise en relation entre les différents intervenants de la chaîne de valeur. Les participants pourront découvrir les dernières innovations, développer leur réseau d'affaires, nouer de nouveaux partenariats et explorer des perspectives d'investissement dans un contexte marqué par la transformation des industries métallurgiques et minières.

L'événement devrait accueillir un large panel d'exposants et de visiteurs professionnels, confirmant son rôle de vitrine des savoir-faire industriels et de carrefour des échanges économiques en Algérie et dans la région.

À travers cette cinquième édition, le METAL STEEL & MINING ALGERIA EXPO entend accompagner la dynamique de modernisation du secteur industriel et contribuer au renforcement de la coopération entre les entreprises locales et leurs partenaires internationaux.

Le rendez-vous est fixé du 12 au 14 avril 2027 au Palais des Expositions des Pins Maritimes (SAFEX) à Alger, où les professionnels de la métallurgie, de la sidérurgie et des mines sont attendus pour trois journées consacrées à l'innovation, au partenariat et au développement des opportunités d'affaires.

IMPORTATION DES MOUTONS DE L'AÏD EL ADHA

13 prévenus placés en détention provisoire

Les investigations ont révélé de graves dysfonctionnements touchant les volets sanitaire, financier et contractuel de l'opération d'importation.

Par : Redouane Hannachi

Le procureur général près la cour d'Alger, Mohamed El Kamal Ben Boudiaf, a animé, avant-hier, une conférence de presse consacrée aux résultats de l'enquête sur les dysfonctionnements ayant entaché l'opération d'importation des moutons de l'Aïd El Adha 2026.

À cette occasion, il a annoncé que 13 personnes ont été placées en détention provisoire, tandis que 28 autres ont été placées sous contrôle judiciaire, dans le cadre d'une information judiciaire ouverte pour des faits d'abus de fonction, de trafic d'influence, de dilapidation de deniers publics, de violation de la législation relative aux marchés publics et de blanchiment d'argent.

Le procureur général a précisé que 41 personnes ont été présentées devant le procureur de la République près le Pôle pénal économique et financier du tribunal de Sidi M'Hamed, dans une affaire de fraude liée à l'opération d'importation d'un million de têtes ovines destinée à l'Aïd El Adha. À l'issue de leur audition, le juge d'instruction a ordonné l'incarcération de 13 mis en cause et le

placement des autres sous contrôle judiciaire, précisant que la majorité d'entre eux sont des responsables de points de vente poursuivis pour négligence manifeste.

Selon le procureur général, l'enquête a été ouverte sur instruction du parquet du Pôle pénal économique et financier, dès l'apparition d'indices sérieux faisant état de dysfonctionnements ayant affecté cette opération, lancée conformément aux orientations des hautes autorités du pays afin d'assurer la disponibilité des moutons et de stabiliser leurs prix.

Les investigations préliminaires ont permis d'identifier deux principaux volets de dépassements : le premier concerne les aspects sanitaires et vétérinaires, tandis que le second porte sur les volets financier et contractuel liés à la passation des marchés publics.

DE GRAVES DÉFAILLANCES

Sur le plan sanitaire, Mohamed El Kamal Ben Boudiaf a indiqué que 1.002.332 têtes ovines ont été importées entre le 25 mars et le 29 mai 2026 au profit de l'Algérienne des viandes rouges (ALVIAR). Toutefois, les investigations ont mis en évidence de graves insuffisances dans le dispositif de contrôle sanitaire.

Il a expliqué qu'avant le déchargement d'une cargaison au port de Béjaïa, l'inspectrice vétérinaire des postes frontaliers avait alerté le directeur général des services vétérinaires du

ministère de l'Agriculture sur la présence de symptômes évocateurs de maladies contagieuses. En réponse, une commission ne disposant pas des compétences techniques requises aurait été dépêchée sur place.

Ces décisions ont entraîné, selon le procureur général, la mort de 3.615 têtes, l'abattage sanitaire de 10.727 autres et le maintien de plusieurs milliers de moutons sous séquestre à titre conservatoire.

Les enquêtes ont également révélé qu'avant leur embarquement, le 23 avril dernier, des moutons initialement agréés auraient été remplacés par d'autres animaux d'origine inconnue dans le pays d'exportation.

Concernant le volet financier, le procureur général a fait état de sérieux indices laissant présumer un contournement des règles de concurrence et des procédures de passation des marchés publics lors de la deuxième consultation internationale de 2026 relative à l'importation d'un million de têtes ovines.

Il a indiqué que plus de 700.000 têtes ont été attribuées à seulement quatre opérateurs principaux, tandis que les investigations ont également mis au jour des écarts de prix injustifiés oscillant entre 5,35 et 6 euros le kilogramme. L'importation par voie aérienne aurait, par ailleurs, coûté 900 euros par tête.

Le dossier fait également apparaître des soupçons de falsification des procès-verbaux des commissions d'ouverture des plis



et d'évaluation, lesquels auraient été antidatés afin de donner une apparence de régularité aux procédures.

DES CADRES D'ALVIAR MIS EN CAUSE

Les investigations ont visé, outre plusieurs fournisseurs, de nombreux cadres d'ALVIAR, dont le directeur général, le directeur des finances et de la comptabilité, le président de la commission d'ouverture des plis et son adjoint, la secrétaire de la commission, la responsable de la facturation, le chef de la cellule vétérinaire, le chef de service de la comptabilité ainsi que le directeur commercial.

L'enquête s'est également étendue au marché relatif à la fourniture des boucles électroniques d'identification des ovins. À ce titre, de graves soupçons de divulgation d'informations confi-

dentielles avant le lancement de l'appel d'offres ont été relevés. Le directeur de la société SPINTECH et le gérant d'une entreprise privée figurent parmi les personnes concernées par cette procédure.

Le procureur général a indiqué que des mesures conservatoires d'interdiction de sortie du territoire national ont été prononcées à l'encontre de l'ensemble des personnes poursuivies durant la phase d'instruction.

Concluant son intervention, Mohamed El Kamal Ben Boudiaf a affirmé que toute atteinte à cette opération constitue «une atteinte directe aux deniers publics, à la régulation du marché, à la sécurité sanitaire, mais également à l'intégrité de l'administration et à la confiance du citoyen envers les institutions», soulignant que l'enquête judiciaire se poursuit afin d'établir l'ensemble des responsabilités. R.H.

AFFAIRE DU JEUNE HADJOU MOHAMED TUÉ EN 2021
Le pourvoi du procureur accepté

La chambre criminelle de la Cour suprême a examiné le pourvoi en cassation introduit par le procureur général près la cour d'Alger contre l'arrêt rendu en appel dans l'affaire du meurtre d'un jeune homme de 26 ans, tué en décembre 2021 à Bab Ezzouar. Représentant le ministère public, le procureur général a contesté les circonstances atténuantes accordées par la juridiction d'appel, estimant que les éléments du dossier établissent clairement l'intention homicide du principal accusé.

Dans son réquisitoire, il a soutenu que le mis en cause, identifié par les initiales S.L., avait délibérément porté un coup de cou-

teau au thorax de la victime, une zone vitale, démontrant ainsi sa volonté de lui ôter la vie. Grièvement blessé, le jeune homme a succombé à ses blessures avant même son arrivée à l'hôpital.

Le représentant du ministère public a rappelé que la victime avait uniquement tenté de mettre fin à une altercation opposant plusieurs jeunes lorsque l'agression s'est produite.

Le procureur général, qui avait requis la peine capitale contre les trois accusés – les deux frères S.L. et S.S.A., ainsi que leur voisin B.W. – a estimé qu'ils ne méritaient aucune circonstance atténuante au regard

de la gravité des faits.

Son pourvoi porte notamment sur les acquittements prononcés en faveur de S.S.A. et B.W., ainsi que sur la requalification de la peine infligée au principal accusé, ramenée de la peine capitale à vingt ans de réclusion criminelle par le tribunal criminel d'appel.

Les faits remontent au 21 décembre 2021, vers 16 h 30, à la cité Soummam, à Bab Ezzouar. Selon le dossier judiciaire, le principal accusé a porté un coup de couteau mortel à la victime avant de prendre la fuite. Le jeune homme est décédé sous les yeux de sa mère, arrivée sur les lieux peu

après l'agression. Lors de son premier procès devant le tribunal criminel de première instance de Dar El Beïda, S.L. avait été condamné à la peine capitale. Au cours des débats, il avait reconnu être l'auteur du coup mortel ayant coûté la vie à la victime.

Dans sa plaidoirie, l'avocat de la partie civile a également insisté sur le caractère intentionnel du crime, faisant valoir que l'accusé avait quitté les lieux avant d'y revenir quelque temps plus tard pour mettre son acte à exécution, ce qui, selon lui, démontre une préméditation et une volonté manifeste de donner la mort. R. H.

MALVERSION
L'ex-ministre
Temmar Abdelwahid
demain à la barre

Le procès en appel de l'ancien ministre de l'Habitat, Abdelwahid Temmar, est inscrit au rôle de l'audience de demain devant la 10e chambre pénale de la cour d'Alger, à la suite de l'appel interjeté par la défense contre le jugement rendu en première instance. Le pôle pénal spécialisé dans les affaires économiques et financières du tribunal d'Alger avait condamné l'ancien ministre à sept ans de pri-

son ferme, assortis d'une amende de huit millions de dinars et de la confiscation de l'ensemble de ses biens.

Lors des réquisitions prononcées en première instance, le procureur de la République près le pôle pénal économique et financier du tribunal de Sidi M'Hamed avait requis dix ans de réclusion, une amende de huit millions de dinars ainsi que la confiscation de tous les biens de l'accusé. Abdelwahid Temmar est poursuivi pour blanchiment d'argent, dissimulation de biens issus de produits criminels et transfert illicite de capitaux vers l'étranger, à travers l'établissement d'une procuration au profit de son fils, alors mineur, pour l'acquisition de biens en Espagne.

Constitué partie civile, le Trésor public a réclamé une indemnisation de deux millions de dinars (200 millions de centimes) au titre du préjudice qu'il estime avoir subi.

L'ancien ministre est actuellement détenu à l'établissement pénitentiaire de Koléa. R.H.



CANICULE

45 à 48 °C attendus dans plus de 35 wilayas

L'Algérie traverse un épisode caniculaire d'une intensité hors norme.

L'Office national de la météorologie (ONM) a publié un bulletin météorologique spécial alertant sur des températures exceptionnellement élevées, comprises entre 45 et 48 °C à l'ombre, dans plus de trente-cinq wilayas réparties sur l'ensemble du territoire. Pire encore : selon les modèles de prévision, cette vague de chaleur ne faiblira pas avant le lundi 20 juillet au moins. Un premier groupe de wilayas fait l'objet d'une alerte directe pour des températures exceptionnelles. Sidi Bel-Abbès, Tissemsilt, Relizane, Bejaïa, M'Sila, Tiaret, Mila, Guelma, Tizi-Ouzou, Chlef, Batna, Annaba, Djelfa, Constantine, Skikda, Jijel, Aïn Defla, Médéa, El Tarf, Saïda, Bouira et Mascara sont toutes placées sous ce bulletin spécial. Aucune grande région du nord n'échappe à la fournaise. Un second arc de wilayas est simultanément visé par une alerte vague de chaleur. Souk Ahras, Timimoun, In Salah, Laghouat, Bordj Bou Arréridj, Bordj Badji Mokhtar, Tamanrasset, Oum El Bouaghi, Tébesa, Sétif, Tlemcen, El Bayadh, Khenchela, Adrar et Naâma complètent une carte météorologique alarmante. La journée



de lundi s'annonce comme le point culminant de cet épisode. C'est sur les régions intérieures de l'Ouest, du Centre et de l'Est que le mercure devrait atteindre ses valeurs les plus extrêmes. Les modèles météorologiques prévoient des maximales oscillant entre 45 et 47 °C dans ces zones, tandis que le littoral enregistrera des températures comprises entre 38 et 45 °C, des chiffres habituellement réservés au Grand Sud en plein été. Le Sahara, lui, ne sera pas en reste. Entre 40 et 49 °C sous abri sont attendus dans les wilayas méridionales, confirmant un épisode d'une brutalité thermique rarement observée à cette échelle sur l'ensemble du territoire en

même temps. Ce qui rend cet épisode particulièrement éprouvant, c'est l'absence de répit nocturne. Dans le nord du pays, les températures matinales et nocturnes resteront bloquées entre 25 et 28 °C. Dans le sud, elles varieront entre 30 et 35 °C, rendant toute récupération thermique quasi impossible. Sur des sols déjà saturés de chaleur après plusieurs jours de canicule, cette accumulation nocturne aggrave considérablement les risques sanitaires. Les personnes âgées, les enfants et les malades chroniques sont les plus exposés aux coups de chaleur dans ces conditions. Face à une telle intensité thermique, le ministère de l'Intérieur avait

déjà appelé à la vigilance lors de la précédente alerte du 10 juillet, en rappelant des consignes qui restent pleinement d'actualité. Éviter toute exposition directe au soleil entre 11h et 16h, s'hydrater régulièrement sans attendre la sensation de soif, et limiter les déplacements aux heures les plus chaudes constituent les réflexes de base. Il est également formellement déconseillé de laisser un enfant seul dans un véhicule, même quelques minutes. La baignade dans les barrages, les retenues d'eau non aménagées et les plages interdites reste prohibée. En cas d'urgence, le numéro vert 1021 ou le 14 permettent de joindre rapidement les secours.

INSOLATIONS

Journée de sensibilisation à Alger



Le Croissant-Rouge algérien (CRA), en partenariat avec le service de dermatologie du Centre hospitalo-universitaire (CHU) Mustapha-Pacha d'Alger, a organisé une journée de sensibilisation à la prévention des coups de soleil et des insolation, sous le slogan : Ensemble pour prévenir, ensemble pour sauver des vies a indiqué samedi un communiqué de cet organisme. Cette activité, organisée au centre commercial de Bab Ezzouar, en concomitance avec la hausse des températures enregistrée durant la saison estivale, vise à promouvoir la sensibilisation sanitaire auprès des citoyens et à les informer des risques sur la santé liés à une exposition directe et prolongée aux rayons du soleil, notamment durant les heures de pic, tout en prodiguant des conseils médicaux et préventifs susceptibles de réduire les risques d'insolation et leurs complications, précise la même source. Cette journée de sensibilisation a vu la participation de médecins spécialistes en dermatologie ainsi que de bénévoles du CRA, qui ont fourni des explications et des orientations médicales, répondu aux préoccupations des citoyens et distribué des dépliants de sensibilisation contenant une série de conseils et de recommandations visant à promouvoir les comportements préventifs et à préserver la santé durant les vagues de chaleur. Cette initiative s'inscrit dans le cadre des efforts du CRA, visant à ancrer la culture de prévention, à renforcer la prise de conscience au sein de la société et à contribuer à la protection de la santé des citoyens contre les risques liés à la hausse des températures, conclut le communiqué.

ACCIDENTS DE LA ROUTE
10 morts et 531 blessés en 48 heures

Dix (10) personnes sont décédées et 531 autres ont été blessées dans des accidents

de la route survenus ces dernières 48 heures dans plusieurs wilayas du pays, a indiqué, samedi, un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré à Skikda, suite au renversement d'un véhicule léger, survenu sur l'autoroute Est-Ouest, au niveau de la daïra d'Azzaba, précise la même source.



Pub

République Algérienne Démocratique et Populaire
WILAYA DE BENI ABBES
DAIRA DE TABELBALA
COMMUNE DE TABELBALA
NIF :09600819050724

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE CORRIGE

Le P/APC de la commune de tabelbala informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'Avis d'attribution provisoire corrige concernant le

RENFORCEMENT DE CHEMINE COMMUNALE N° 625

Le marché est attribué provisoirement à l'entreprise suivant :

Désignation du projet	ENTRPRISE	NIF	Montant en T.T.C	Note Global	Délais	Obs
RENFORCEMENT DE CHEMINE COMMUNALE N° 625	SARL ELIKHLASS INJAZ	000308094267499	62.766.550.00 DA	67	04 mois	OFFRE UNIQUE

Le service contractant invite les soumissionnaires intéressés à se rapprocher de ses services pour prendre connaissance des résultat détaillés de l'évaluation des offres dans un délai de trois (03) jours à compter de la date d'affichage du premier présent avis , conformément au décret présidentiel n° 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service publique . Les soumissionnaires qui contestent le présent choix peuvent introduire un recours auprès du comité des marchés publics de la commune dans les dix (10)) jours à compter de la première publication du présent avis dans la presse nationale : conformément au décret présidentiel n° 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service publique.

PLUS DE 140 CIBLES FRAPPÉES

Les États-Unis accentuent la pression sur l'Iran

La troisième vague de frappes américaines et la fermeture du détroit d'Ormuz par l'Iran ravivent les craintes d'une escalade militaire aux conséquences régionales et économiques majeures.

Les États-Unis ont lancé, dans la nuit de samedi à dimanche, une troisième vague de frappes contre des installations militaires iraniennes, alors que l'Iran a annoncé la fermeture du détroit d'Ormuz « jusqu'à nouvel ordre » après avoir pris pour cible deux navires marchands accusés d'avoir enfreint les règles de navigation imposées par les autorités iraniennes. Le Commandement central américain (CENTCOM) a indiqué que près de 140 objectifs militaires ont été frappés lors de cette nouvelle opération, portant à plus de 300 le nombre total de cibles visées en trois jours. Selon Washington, ces frappes ont été menées sur ordre du président Donald Trump en réponse aux attaques attribuées aux Gardiens de la révolution contre des navires marchands transitant par le détroit d'Ormuz. Le CENTCOM affirme que le porte-conteneurs MV V.G.F.S. Galaxy, battant pavillon chypriote, a été attaqué alors qu'il traversait le détroit. L'incident a provoqué un important incendie à bord, de lourds dégâts dans la salle des machines et la disparition d'un membre de l'équipage. Les autorités britanniques chargées de la sécurité maritime ont indiqué que le reste de l'équipage avait évacué le navire à bord d'un canot de sauvetage, tandis que le ministère indien des Affaires étrangères a annoncé qu'un marin indien restait porté disparu et que dix autres avaient été secourus.

TÉHÉRAN FERME LE DÉTROIT D'ORMUZ

Les Gardiens de la révolution ont revendiqué l'interception du navire, affirmant que celui-ci avait ignoré plusieurs avertissements et emprunté une route maritime non autorisée. Selon leur version, le bâtiment avait également désactivé ses systèmes de navigation, compromettant la sécurité du trafic maritime dans cette zone stratégique.



Dans un communiqué, ils ont annoncé que le détroit d'Ormuz resterait fermé jusqu'à nouvel ordre et « jusqu'à la fin des interventions américaines dans la région », avertissant qu'aucun navire ne serait autorisé à emprunter ce passage. Ils ont également déclaré avoir immobilisé un second navire dans le cadre de la même opération. Cette décision intervient après plusieurs mises en garde de Téhéran contre ce qu'il qualifie d'ingérences étrangères dans la gestion de la navigation maritime dans le Golfe. Le CENTCOM a indiqué que les frappes américaines ont ciblé des sites de lancement de missiles, des bases de drones, des installations navales, des dépôts de munitions, des centres de commandement, des réseaux de communication et des infrastructures de surveillance côtière. Les opérations ont mobilisé des avions de combat, des drones, des navires de guerre ainsi que des missiles guidés de précision. Le secrétaire américain à la Défense, Pete

Hegseth, a estimé que l'Iran avait « fait un mauvais choix » en ouvrant le feu sur un navire commercial, ajoutant que les autorités iraniennes « en paient désormais le prix ». Malgré l'annonce iranienne de la fermeture du détroit, l'armée américaine affirme que le trafic maritime commercial continue de circuler dans cette voie stratégique, par laquelle transite une part importante des exportations mondiales d'hydrocarbures.

DES EXPLOSIONS DANS PLUSIEURS VILLES IRANIENNES

Parallèlement aux frappes américaines, des médias iraniens ont rapporté des explosions dans plusieurs villes du sud du pays, notamment à Bandar Abbas, Sirik, Jask, Assalouyeh, Bandar Deyr, Chabahar ainsi que sur l'île de Qeshm. Les autorités locales n'ont fait état d'aucun bilan humain dans l'immédiat, mais plusieurs de ces localités abritent des installations militaires, des ports stratégiques et

des infrastructures énergétiques situés à proximité du détroit d'Ormuz. En réaction, les Gardiens de la révolution ont annoncé avoir lancé des missiles balistiques et des drones contre des installations militaires américaines situées en Jordanie, au Koweït, à Bahreïn et au Qatar.

Selon Téhéran, plusieurs centres de commandement, installations radar et infrastructures logistiques auraient été visés. Le Qatar a confirmé l'interception de projectiles iraniens et fait état de trois blessés, dont un enfant, touchés par des débris. Le Koweït a également annoncé l'activation de ses systèmes de défense aérienne, tandis que des sirènes d'alerte ont retenti à Bahreïn.

L'agence de presse officielle omanaise a, de son côté, indiqué que des drones avaient frappé des sites situés dans le nord-est du Sultanat d'Oman, à proximité du détroit d'Ormuz.

L'IRAN AFFICHE SA FERMETÉ

Le président du Parlement iranien, Mohammad Bagher Ghalibaf, a affirmé que « l'ère des accords inéquitables est révolue », avertissant que les engagements devaient être respectés « ou leurs conséquences assumées ».

Le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Esmail Baghaï, a annoncé que des discussions menées avec les autorités omanaises avaient porté sur l'organisation du trafic maritime dans le détroit d'Ormuz. Il a précisé que les deux pays poursuivront leurs consultations afin de parvenir à un mécanisme commun garantissant la sécurité de la navigation, en présence d'une délégation qatarie.

Alors que Washington poursuit sa campagne de frappes et que Téhéran maintient sa décision de fermer le détroit d'Ormuz, la situation demeure extrêmement tendue dans cette région stratégique, au cœur du commerce mondial des hydrocarbures.

R.I/agences

SOUDAN

Washington propose une trêve de 90 jours

Une fuite d'un document américain proposant un plan de règlement du conflit au Soudan a relancé les discussions sur les perspectives d'une trêve humanitaire, alors que la guerre qui oppose les parties belligérantes dure depuis plus de trois ans.

Selon l'agence Reuters, Washington a soumis le mois dernier aux protagonistes un projet prévoyant une trêve humanitaire immédiate de 90 jours, destinée à faciliter l'acheminement de l'aide aux populations, à renforcer la protection des civils et à créer les conditions d'une reprise des négociations en vue d'un cessez-le-feu permanent.

Le document prévoit également l'ouverture d'un processus politique de transition sous l'autorité d'un pouvoir civil, devant conduire à l'organisation d'élections une fois un accord durable conclu.

D'après les documents ayant fait l'objet de la fuite, les divergences entre les deux parties se



concentreraient sur un seul point du projet américain. Il s'agit des retraits de forces proposés afin de permettre un accès sûr et sans entrave de l'aide humanitaire aux populations affectées par le conflit.

Une autre note, attribuée au gouvernement soudanais et datée du 25 juin, montre toutefois que Khartoum adhère à

plusieurs principes essentiels de l'initiative américaine.

Le document fait notamment état de l'acceptation du principe selon lequel aucune solution militaire ne peut mettre un terme au conflit, ainsi que de l'instauration d'une trêve humanitaire et de la création d'un comité de coordination présidé par les États-Unis.

Ce mécanisme réunirait également des représentants des Nations unies, de l'Union africaine et de la Ligue des États arabes afin de coordonner les efforts diplomatiques et humanitaires.

Le projet prévoit, en outre, la mise en place d'un mécanisme onusien chargé de superviser la mise en œuvre de l'accord, d'en contrôler le respect, de garantir l'acheminement de l'aide humanitaire et de veiller à la protection des civils.

Cette initiative américaine intervient alors que la situation humanitaire au Soudan continue de se dégrader, avec des millions de personnes déplacées et un accès limité à l'aide dans plusieurs régions touchées par les combats. La proposition de Washington vise à créer un climat propice à une désescalade des hostilités et à l'ouverture d'un dialogue politique susceptible d'aboutir à un règlement durable de la crise.

SYRIE

Le nouveau Parlement installé

Le président syrien, Ahmed Al-Charaa, a appelé, hier, les membres du nouveau Conseil du peuple à assumer leurs responsabilités dans la reconstruction de la Syrie, à l'occasion de la séance inaugurale du Parlement tenue à Damas.

« La Syrie écrit aujourd'hui une nouvelle page de son histoire, à l'image de sa civilisation, de ses valeurs et de son héritage », a déclaré le chef de l'État, invitant les députés à faire de cette assemblée « un modèle de responsabilité et d'efficacité » et à promouvoir le dialogue, l'État de droit et le respect des institutions.

La séance s'est déroulée en présence de 206 députés sur les 210 que compte le Conseil du peuple. Les élus ont prêté serment devant le président, avant l'élection attendue du bureau de l'Assemblée.

Les trois sièges de la province de Soueïda sont restés vacants en raison de la situation sécuritaire dans cette région, tandis qu'un siège d'Idleb est inoccupé après le décès du député Mohamed Kalthoum. Le président a toutefois désigné 70 membres au titre du tiers complémentaire, conformément au système électoral transitoire.

Composé de 210 membres, dont 140 élus et 70 nommés par le chef de l'État, le nouveau Parlement marque une nouvelle étape dans la réorganisation des institutions syriennes après la chute du régime de Bachar Al-Assad en décembre 2024.

ITALIE

MALDINI APPELÉ AU SECOURS DE LA NAZIONALE



Après trois Coupes du monde manquées consécutivement, l'Italie veut tourner la page. La Fédération italienne de football a confié les clés de la reconstruction à Paolo Maldini, nommé directeur technique de la Nazionale. L'ancienne légende de l'AC Milan sera épaulée par Leonardo, désigné conseiller. La mission est vaste : superviser toutes les sélections italiennes, renforcer la formation, améliorer la détection des talents et participer au choix du prochain sélectionneur. Maldini prendra également la tête de Club Italia, l'instance qui chapeaute les équipes nationales, un rôle qui lui donne une influence majeure sur la politique sportive de la FIGC. Sa première priorité sera de trouver le successeur de Gennaro Gattuso, démissionnaire après l'échec des barrages du Mondial 2026 face à la Bosnie-Herzégovine. Le nom d'Antonio Conte, ancien sélectionneur de 2014 à 2016 et libre depuis son départ de Naples, revient avec insistance. Au-delà du banc, Maldini devra s'attaquer à un problème profond : le renouvellement du football italien. L'objectif est de redonner une place centrale aux jeunes talents locaux dans une Serie A souvent tournée vers les joueurs étrangers. Figure emblématique de l'AC Milan, où il a remporté sept titres de champion d'Italie et cinq Ligues des champions, Maldini compte 126 sélections avec l'Italie. Après son passage comme dirigeant à Milan, il revient au premier plan avec une mission claire : reconstruire la Nazionale et lui rendre sa place parmi les grandes nations du football.

TENNIS

NOSKOVA S'OFFRE WIMBLEDON



La Tchèque Linda Noskova, 21 ans, a remporté samedi la finale de Wimbledon face à sa compatriote Karolina Muchova (6-2, 5-7, 6-3), décrochant son premier titre du Grand Chelem. Après avoir manqué cinq balles de match dans le deuxième set, Noskova a su reprendre le contrôle de la rencontre pour s'imposer en 2 h 27. Elle devient la troisième Tchèque à gagner Wimbledon en quatre ans et atteindra le 7e rang mondial, le meilleur classement de sa carrière. Très émue lors de la remise du trophée, elle a rendu hommage à sa mère décédée en 2024. Muchova, finaliste malheureuse pour la deuxième fois en Grand Chelem, grimpera également à son meilleur classement, la 6e place mondiale.

LE DERNIER CARRÉ DÉVOILÉ
Quatre champions pour un trophée

La Coupe du monde a rendu son verdict après les quarts de finale, et l'on connaît désormais le carré d'as qui se disputera le trophée. La France fera face à l'Espagne en demi-finales, tandis que l'Argentine se mesurera à l'Angleterre, avant que les deux vainqueurs ne se départagent le 19 juillet.

Un Mondial XXL : cent matches disputés jusque-là, 48 équipes qualifiées au départ, 12 groupes avec leur lot de surprises, des seizièmes de finale inédits... Et, à la fin, le dernier carré était écrit depuis le début.

Avant le tirage au sort, la FIFA avait « protégé » les quatre premiers de son classement en les plaçant aux quatre coins du tableau final en cas de parcours sans accroc. La France, l'Espagne, l'Argentine et l'Angleterre ont répondu présent, même si c'est seulement la troisième fois dans l'histoire que ce stade de la compétition ne compte que des anciens vainqueurs.

FRANCE - ESPAGNE : LES BLEUS ONT UNE REVANCHE À PRENDRE



Si Didier Deschamps a écrit l'histoire de la sélection tricolore en hissant les Bleus trois fois de suite dans le dernier carré de la Coupe du monde, il reste sur un goût d'inachevé à l'Euro. La faute au Portugal en 2016, mais surtout à l'Espagne en 2024. Cette année-là, la Roja avait sorti la France aux portes de la finale, notamment grâce à un but de Lamine Yamal, le seul du prodige espagnol dans le tournoi. Les Bleus avaient même échoué à prendre leur revanche l'année suivante en Ligue des nations. Menée 5-1, la France s'était inclinée après une remontée insuffisante, jus-



qu'à revenir à 5-4. C'était le début de l'éclosion de Michael Olise au sein d'un 4-2-3-1 qui a eu le temps de mûrir durant cette Coupe du monde. L'Espagne est prévenue.

ARGENTINE - ANGLETERRE : UNE RIVALITÉ CHARGÉE D'HISTOIRE



Quatre ans après son sacre au Qatar, l'Argentine est restée sur sa dynamique. L'Albiceleste n'a pas flanché depuis son succès en finale à Doha, le 18 décembre 2022, et continue de tutoyer les sommets. Après sa victoire en Copa América en 2024 et avoir largement dominé les qualifications sud-américaines, elle nourrit désormais l'ambition de réaliser un doublé historique, malgré un parcours parfois peu convaincant dans ce Mondial.

Côté anglais, l'objectif est clair : décrocher enfin un nouveau titre après les désillusions des dernières années, que ce soit à l'Euro ou en Coupe du monde. Pour y parvenir, l'Angleterre a misé sur un entraîneur étranger, Thomas Tuchel, qui a imposé ses méthodes aux Three Lions et peut compter sur un Jude Bellingham au sommet de son art.

Entre les souvenirs de la guerre des

Malouines et le fantôme de la « main de Dieu » quatre ans plus tard, un affrontement entre l'Angleterre et l'Argentine revêt toujours une dimension particulière.

QUARANTE ANS APRÈS LA GUERRE DES MALOUINES

Plus de vingt ans après leur dernière confrontation entre nations (une victoire anglaise 3-2 en amical en 2005), les Three Lions et l'Albiceleste vont se retrouver en demi-finales de Coupe du monde.

À défaut d'effacer le passé, les Anglais éviteront au moins un retour au stade Azteca, lieu du traumatisme de 1986. En toile de fond de cette rencontre, la cicatrice de la guerre des Malouines de 1982 entre les deux pays restera présente. Quarante-quatre ans après, le souvenir demeure vivace, notamment chez les supporters argentins, qui ne manquent jamais d'y faire référence dans leurs chants. Encore aujourd'hui, la FIFA n'attribue pas d'arbitre anglais pour les matches de l'Albiceleste, et inversement.

Pour l'Angleterre, cette qualification nourrit un enjeu symbolique : celui d'une sélection qui veut transformer une génération talentueuse en résultats concrets. Atteindre les demi-finales de la Coupe du monde 2026 place les Three Lions à deux matches d'un titre qui reste une référence nationale. L'attention se portera sur leur capacité à maintenir leur efficacité sous pression, leur discipline et leur équilibre entre maîtrise du jeu et prise de risque. La suite dira si le quart de finale remporté dans la tension était un avertissement utile ou le signe d'une fragilité à corriger rapidement.

SÉNÉGAL
Pape Thiaw limogé



En poste depuis fin 2024, Pape Thiaw a été démis de ses fonctions de sélectionneur des Lions de la Teranga, éliminés en 16e de finale de la Coupe du monde.

L'annonce de la Fédération sénégalaise de football (FSF) est passée par communiqué dans la nuit du 11 au 12 juillet : « À l'issue de la réunion du Comité exécutif de la FSF, il a été décidé d'engager une procédure de cessation de fonction du sélection-

neur national Pape Thiaw, ainsi que de l'ensemble du staff technique », écrit l'instance.

Pape Thiaw, 45 ans, paie une Coupe de monde décevante, où les Lions de la Teranga se sont inclinés à deux reprises en phase de groupes, contre la France (3-1) et la Norvège (3-2), avant une victoire (5-0) face à l'Irak, réduit rapidement à dix joueurs. Les Sénégalais ont ensuite été éliminés par la Belgique en 16e de finale, battus 3-2 après prolongation, après avoir mené 2-0 jusqu'à la 86e minute.

Le Sénégal s'était arrêté en huitièmes de finale lors de la précédente édition, au Qatar, et participait en Amérique à son quatrième Mondial.

Sous la direction de Thiaw, le Sénégal a remporté la finale de la Coupe d'Afrique des nations en janvier dernier avant d'être dépossédé de sa couronne continentale sur tapis vert au profit du Maroc à l'issue d'une rencontre chaotique.

ATHLÉTISME

WANYONYI PULVÉRISE LE RECORD DU MONDE DU 1 000 M

Le Kenyan Emmanuel Wanyonyi a établi un nouveau record du monde du 1 000 mètres masculin lors de la réunion de la Diamond League Monaco. Il a réalisé un chrono de 2 min 11 s 83, améliorant de 0,13 seconde l'ancien record détenu depuis 1999 par son compatriote Noah Ngeny (2 min 11 s 96).



Wanyonyi a devancé le Britannique Jake Wightman, tandis que l'Algérien Djamel Sedjati a pris la troisième place. Cette performance confirme la montée en puissance de Wanyonyi parmi les grands spécialistes du demi-fond mondial, après ses performances déjà remarquables sur 800 mètres.

ÉQUIPE NATIONALE

Du sursis pour Petkovic

Une évaluation globale du parcours de la sélection sera menée avant de trancher sur l'avenir du technicien suisse, dont le maintien semble désormais envisagé.



Au lendemain de la réunion de son Bureau fédéral, la Fédération algérienne de football (FAF) a choisi de temporiser concernant l'avenir de Vladimir Petkovic. Très attendu après l'élimination des Verts en seizièmes de finale de la Coupe du monde 2026 face à la Suisse (2-0), le dossier du sélectionneur national n'a finalement fait l'objet d'aucune décision officielle. Dans un communiqué publié hier, l'instance fédérale a indiqué vouloir prendre le temps nécessaire pour mener une « évaluation globale et objective » de la participation algérienne au Mondial, avant de se prononcer sur la suite à donner à la collaboration avec le technicien suisse.

En congé jusqu'à la fin du mois de juillet, Petkovic apparaît désormais moins menacé qu'au lendemain de l'élimination. Alors que son départ semblait une hypothèse sérieuse, la tendance actuelle au sein de la FAF semble plutôt s'orienter vers un maintien, accompagné d'éventuels ajustements au niveau de son encadrement. Parmi les pistes étudiées figure notamment un renforcement du staff technique avec l'intégration d'un ou plusieurs techniciens algériens. Les noms de Karim Matmour et de Madjid Bougherra circulent avec insistance pour venir épauler le sélectionneur national et apporter une touche locale à l'équipe technique.

Dans son communiqué, la FAF a reconnu que la sortie prématurée des Verts « n'a pas répondu aux ambitions des supporters ». Elle a toutefois souligné que la qualification pour la phase finale de la Coupe du monde, après douze années d'absence, représente une étape importante dans le processus de reconstruction du football algérien. L'instance dirigeante a également annoncé une analyse approfondie des aspects sportifs et organisationnels liés à cette participation. L'objectif est d'identifier les insuffisances constatées et de définir les mesures nécessaires pour améliorer la compétitivité de la sélection nationale. Reste une question essentielle : quelle structure sera chargée de mener cette évaluation technique ? La FAF n'a pas encore dévoilé les membres ou les instances qui auront pour mission d'étudier le bilan des Verts durant le tournoi. La commission qui avait participé au processus de nomination de Petkovic pourrait néanmoins être de nouveau sollicitée afin d'établir un diagnostic complet sur le parcours de l'équipe nationale. Ce rapport devrait constituer un élément déterminant avant toute décision définitive concernant l'avenir du sélectionneur. En attendant les conclusions de cette phase d'analyse, la FAF appelle l'ensemble des acteurs du football algérien à préserver un climat de sérénité et d'unité. Elle affirme également vouloir agir avec « transparence et objectivité », dans l'intérêt supérieur de la sélection nationale et du football algérien.

INTERDICTIONS DE RECRUTEMENT

27 clubs mis en demeure

Vingt-sept (27) clubs de différents paliers sont frappés d'une interdiction de recrutement de nouveaux joueurs, conformément aux décisions des organes juridictionnels de la Fédération algérienne de football (FAF) et de la FIFA, a annoncé le Bureau fédéral réuni samedi sous la présidence de Walid Sadi. En application de la circulaire FIFA n°1843 du 28 avril 2023 et des règlements en vigueur, aucun enregistrement de nouveaux joueurs, au niveau national ou international, ne sera autorisé pour ces clubs tant qu'ils n'auront pas régularisé leur situation financière et juridique et obtenu la levée officielle de la sanction. La FAF a appelé les clubs concernés à apurer leurs dettes dans les meilleurs délais, faute de quoi ils resteront privés de recrutement durant les périodes d'enregistrement concernées. Les clubs sanctionnés évoluent en Ligue 1, Ligue 2, Ligue Inter-régions et divisions régionales. Parmi eux figurent notamment le CS Constantine, l'ES Sétif, le CR Belouizdad, l'USM Alger, la JS Kabylie, la JS Saoura et l'US Biskra.

U20

Brahim Hemdani aux commandes

La FAF a officialisé la nomination d'Ibrahim Hamdani à la tête de l'équipe nationale U20. L'ancien international algérien succède à Razzik Nedder, parti rejoindre le staff du Havre AC. Ancien joueur de l'Olympique de Marseille, Hamdani aura pour mission de préparer les jeunes Verts aux éliminatoires de la CAN U20, avec un premier défi prévu en septembre lors du tournoi qualificatif de l'UNAF en Égypte.

MC ALGER

Boubtache et Dendaoui libérés

Le MC Alger, champion d'Algérie en titre, a annoncé que les préparatifs de la saison 2026-2027 avançaient selon un plan établi, avec plusieurs changements attendus dans l'organisation du club. Sid Ahmed Khedisi quitte son poste de coordinateur sportif et porte-parole officiel. Un nouveau responsable sera nommé prochainement, tandis que l'identité du futur directeur sportif sera dévoilée après la Coupe du monde 2026. L'ancien meneur de jeu du MCA, Ameur Ben Ali, a également été nommé responsable de la section féminine. Sur le marché des transferts, le MCA a officialisé les arrivées de Siriman Konaté, Merouane Mehdaoui, Ben Ahmed Kohili et Mohamed Islam Abdelkader. Quatre autres opérations sont encore attendues. Dans le sens des départs, Chamseddine Boubtache et Rostom Dendaoui ont été libérés. En revanche, le club a trouvé un accord pour prolonger les contrats d'Ayoub Ghezala et Sofiane Bayazid.

JS KABYLIE

Vers un retour de Youcef Atal



L'international algérien Youcef Atal est en discussions avancées avec la JS Kabylie, qui souhaite en faire une recrue phare de son nouveau projet. Formé en partie à la JSK avant de passer par le Paradou AC, Atal avait rejoint l'Europe en 2017, s'illustrant notamment avec l'OGC Nice. Les négociations se poursuivent et, en cas d'accord, son retour à Tizi Ouzou serait l'un des gros coups du mercato algérien.

LIGUE 1

La reprise fixée au 20 août

Le Bureau fédéral a officialisé la date du coup d'envoi de la saison 2026-2027 de la Ligue 1 Mobilis, qui débutera le 20 août prochain. Les clubs disposent ainsi d'une visibilité suffisante pour finaliser leur recrutement estival et planifier leur préparation d'intersaison. Cette date revêt une importance particulière pour les représentants algériens engagés sur la scène continentale. Le MC Alger et la JS Saoura défendront les couleurs nationales en Ligue des champions de la CAF, tandis que l'USM Alger et le



CR Belouizdad seront engagés en Coupe de la Confédération.

Pour rappel, le MC Alger reste sur une domination sans partage du championnat national avec un triplé historique.

Le Doyen a été sacré champion d'Algérie en 2023-2024 avec 65 points, puis en 2024-2025 avec 58 points, avant de conserver son titre lors de l'exercice 2025-2026 avec un total de 65 points, décrochant ainsi le dixième championnat de son histoire. À noter que l'USM Alger participera à la Ligue des champions de la CAF en tant que vainqueur de la Coupe de la Confédération, tandis que la JS Saoura retrouvera la scène continentale après plusieurs saisons d'absence.

VOLLEYBALL

Badis Oukarache, nouveau sélectionneur

La Fédération algérienne de volley-ball a nommé Badis Oukarache sélectionneur de l'équipe nationale masculine A, assisté de Malek Radji. Cette nomination intervient après la démission de Kamel Imloul pour raisons personnelles. La FAVB a également engagé l'expert polonais Matela Piotr Jerzy pour accompagner la direction technique

nationale dans le cadre du partenariat avec la Fédération polonaise, avec pour mission de renforcer le développement du volley-ball algérien. Le recrutement de Matela Piotr Jerzy s'inscrit dans la mise en œuvre du partenariat stratégique conclu entre les fédérations algérienne et polonaise, lequel couvre notamment les sélections

nationales, le beach-volley ainsi que la formation et le développement. L'accord prévoit également l'organisation de stages communs, des échanges d'expertise, la participation des sélections algériennes à davantage de compétitions internationales ainsi que des actions de formation au profit des entraîneurs, arbitres et cadres tech-

niques. L'arrivée de l'expert polonais devrait ainsi contribuer à assurer la continuité du travail technique au sein des différentes sélections nationales et à accompagner la Fédération dans la mise en œuvre de son programme de développement, conformément aux objectifs fixés dans le partenariat Algéro-polonais.

Mots Croisés

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
1											
2											
3											
4											
5											
6											
7											
8											
9											
10											

Horizontalement
1- Chantant comme la fauvette.
2- Poisson rouge - Pour travailler. 3- Administre - Plantigrade. 4- Saint-Pierre. 5- Propre à l'âne - Déesse marine. 6- Orner. 7- Met au courant - Arme phonétique - Possessif. 8- Certain - Personnel. 9- Article - Sans gravité.
10- Attend - Greffe.

Verticalement
1- N'est pas en ligne droite - Blonde de pub.
2- Opinions - Enzymes. 3- Ciquante soeurs.
4- Arme de sioux. 5- Elle devint vache - Duvet.
6- Etait due pour la nuit - Première femme.
7- Vieille note - Petite quantité. 8- Sa part est considérable - On le fait de la tête.
9- Armstrong l'a fait - Plante Textile.
10- Guides - Conjonction.
11- Amas - Réponse d'un dieu.

4x4

Parmi ces quatre séries de quatre mots, un seul est juste, à vous de le découvrir

Renverçant Ronversant Renversant Renversant	Gargotier Gargotier Guargotier Gargautier
Spontanéité Spontanéité Spontanéité Spontanéité	Aschisch Haschisch Hachisch Haschich

Les mots fléchés

ALARMER-ONS DE NOUVEAU PERCEPTIBLE	SE TROUVE EN HEXAGONE SIMPLIFICATEURS	PRONOM INTERRO- GATIF NATIONALE	ESSAYERA	TITRE DE NOBLESSE ATTACHAIS	IL ASSEMBLE DES FEUILLETS	ROUA DE COUPS
QUID DE L'ÉQUESTRE COURTE CAPACITÉ	I GREC ARTICLE DE GOLF	PLANTÉES D'ARBRES HURLANTES	CHANGEA DE PEAU EST DANS LA LUNE	TRANSPORT FRANCIEN JEUNE BOURRICOT	PLACE SUR UNE CHAISE	
DEMEURA ENVERS D'UN OBJET	NATIONS UNIES CAPITALE DU PEROU	POMPÉES	CRASSEUX CHAGRIN DU PASSÉ	IMAGE PIEUSE	BELLES SAISONS	
ÉTAT D'ESPRIT	ESPRITS ON L'ÉCHANGE CONTRE UNE RANÇON	LONGUES PÉRIODES EN COMPA- GNIE DE	AVANT DO GROSSE VAGUE			
RÈGLE DOUBLE INGÉNUITÉ	POUR BAISSER LA VITRE APERÇUE	CENT MÈTRES CARRÉS POUR SERRER	CANCAN SYMBOLE DE L'HÉLIUM			
COLLE FORTE ENSEMBLE DE LIGNES	DIRIGÉ VERS UN LIEU	COUPES LA CIME				

BIFFE-TOUT

EN 7 LETTRES :

La plus grande métropole de l'Asie du sud-est

AGRICOLE	ETOUFFOIR	PUÉRIL
ARTILLERIE	FLAMME	RENVERSANT
BELOTE	FORCEPS	ROMANCER
BIMENSUEL	GABONAIS	SAIGNEMENT
BULLETIN	GORILLE	SEATTLE
CANOË	GOSIER	SIDÉRALE
CARAPACE	INCARNÉ	STÈRE
CLASSE	INCURABLE	SURVOL
COLLECTIVE	JERSEY	TINTAMARRE
COURSE	JOBARDISE	TIRELIRE
CULMINANT	JOVIAL	TOUR
DANCING	LÂCHETÉ	URTICANT
DÉGRAISSÉ	LUNE	VORACITÉ
DISCUTABLE	MÉCANIQUE	WALLONNE
DOMICILE	OCTROI	XYLOCOPE
ECHARPE	ODEUR	ZIBELINE
EGLEFIN	PAPAYE	
ESTIME	PARFUMERIE	

R	E	N	V	E	R	S	A	N	T	E	I	R	E	M	U	F	R	A	P
M	D	E	G	R	A	I	S	S	E	L	E	U	S	N	E	M	I	B	I
E	U	A	U	E	E	O	J	E	R	N	C	E	C	T	F	B	S	V	N
C	R	O	G	O	C	E	C	O	V	O	I	L	S	O	E	I	A	O	C
A	T	E	N	R	R	H	M	T	N	I	A	T	R	T	D	R	E	R	U
N	I	A	G	S	I	A	A	S	R	S	T	C	E	E	I	T	E	A	R
I	C	J	E	L	N	C	E	R	S	O	E	C	R	L	E	M	R	C	A
Q	A	Y	O	C	E	I	O	E	P	P	I	A	E	H	L	E	E	I	B
U	N	A	E	V	L	F	E	L	S	E	L	L	C	L	I	U	E	T	L
E	T	R	R	L	I	T	I	E	E	E	G	A	O	S	L	L	B	E	E
E	E	C	E	T	O	A	L	N	E	E	L	N	O	V	B	O	X	E	N
S	N	R	A	L	I	L	L	R	E	E	L	G	I	A	R	Y	C	N	S
I	N	C	E	R	I	L	I	L	N	L	E	I	T	C	L	U	E	I	I
D	O	B	O	R	A	L	L	R	I	Y	T	U	C	O	N	M	S	L	A
R	L	D	O	U	E	P	A	E	A	R	C	T	C	I	M	A	L	E	N
A	L	G	E	R	R	C	A	P	R	S	E	O	A	A	M	U	D	B	O
B	A	G	I	U	N	S	A	C	I	I	P	U	L	E	N	O	K	I	B
O	W	T	O	I	R	P	E	D	E	E	E	F	P	E	S	K	D	Z	A
J	E	T	O	U	F	F	O	I	R	T	N	A	N	I	M	L	U	C	G
S	A	I	G	N	E	M	E	N	T	T	I	N	T	A	M	A	R	R	E

SOLUTIONS
DES JEUX PRECEDENTS

MOTS FLECHES

HORIZONTALEMENT
EMANCIPATIONS - BADINERA - STE - DO - EDITIONS - ISER - RENIEES - ARC - ECOT - AURA - GUS - ALES - SUT - PELOUSE - CREPI - OPINE - PRESTO - MITEE - LOUA - IN - SU - SHORT - LO - SERT - ARTISANS - MERS - RENES - DE - AERA - SMALA - NIPPAIS - EGAL - ITOU - PNEU - NIL - DETTE - SUEDE - CRE - SUS - SASSES.

VERTICALEMENT
EMBOURGEOISEMENT - AA - SCULPTURE - IODE - ONDEE - SOIE - TRAPUES - CIDRE - UNES - SEP - TU - MINI - CASE - HA - RAPTS - PETROLE - LORRAINE - VARIETE - PORTE - SE - TAON - SCRUTINS - USA - AI - NIA - REA - SEME - US - OSSEUSES - LASAGENES - ONT - ERUPTION - LAIDE - SENSATION - STALLES.

MOTS CROISES

HORIZONTALEMENT
1- PLANISPHERE. 2- HAVENEAU - UR. 3- IVE - DRUIDES. 4- LANGUE - TE. 5- IGUE - SU. 6- PE - HARICOTS. 7- REPUE. 8- ICONOCLASTE. 9- NAIN - AERE. ELSENEUR. IS.

VERTICALEMENT
1- PHILIPPINE. 2- LAVAGE - CAL. 3- AVENU - ROIS. 4- NE - GEHENNE. 5- INDU - APO. 6- SERE - RUCHE. 7- PAU - CIEL. 8- HUIT - AAR. 9- DESOS - SE. 10- RUE - UT - TRI. 11- ERSE - SUEES.

4x4

Mollusque - Myriapode
Sagittaire - Fourragère

BIFFE-TOUT : CENTRE-VILLE



Page réalisée
par Souiki Sidali



10/10 L'ARROSEUR ARROSÉ

Bryan Johnson, millionnaire américain de 48 ans, a consacré sa vie et sa fortune à la quête de la jeunesse éternelle via son projet «Blueprint», impliquant un régime strict et des examens constants. Pourtant, il est récemment diagnostiqué d'une gastrite auto-immune incurable, une ironie biologique démontrant les limites de la technologie face à la génétique. Avec plus de 5 millions de vues sur le web, les réactions oscillent entre railleries face à cet échec et fascination pour la transparence de sa démarche.

9/10 L'OR DE CR7

Cristiano Ronaldo a offert ses crampons dorés de la Coupe du Monde 2026 à son fan numéro un, IShowSpeed, provoquant ses larmes en direct. Cet acte scelle une relation unique : celle d'une icône mondiale validant la loyauté obsessionnelle d'un créateur du web, fusionnant football et culture numérique. Cependant, l'hystérie autour de ces chaussures portées illustre un fétichisme moderne critique, où l'objet acquiert une valeur presque sacrée par le simple contact de la superstar. Avec plus de 200k réactions, si certains internautes dénoncent un buzz superficiel, la majorité salue un geste humain légendaire qui récompense une passion pure.



8/10

«L'IMMUNITÉ MESSI» FAIT DÉBAT



L'échange tendu entre Lionel Messi et l'arbitre João Pinheiro en quart de finale de la Coupe du monde enflamme le web, avec plus de 150k vues, et suscite des débats sur un possible traitement de faveur. Certains internautes dénoncent une impunité, tandis que d'autres estiment que le joueur argentin est injustement ciblé. Selon eux, le monde entier suranalyse le moindre geste de la star argentine, tout en oubliant instantanément les erreurs arbitrales flagrantes commises par ou contre d'autres nations durant ce tournoi. Un privilège intolérable pour les uns, et un acharnement médiatique injuste pour les autres ?

7/10 LE RETOUR DU PRINCE



Le mythique Festival international de Timgad a signé son grand retour en Algérie lors d'une ouverture mémorable. Face à une foule immense, l'icône internationale Cheb Mami a littéralement enflammé la scène. Sa longévité exceptionnelle au sommet s'explique par sa capacité unique à moderniser le raï tout en préservant son âme authentique. En traversant les époques sans prendre une ride, le Prince du raï prouve qu'il fait partie de ces légendes intemporelles qui ne se démodent jamais. Avec plus de 124k vues sur les réseaux, les internautes saluent à l'unanimité sa voix restée intacte et une nostalgie magique. Ce triomphe coïncide d'ailleurs avec son 60e anniversaire, l'artiste étant né le 11 juillet 1966.

6/10

«LE GARDIEN DES ABYSSES»

Le scientifique espagnol Jesús Ortea a baptisé une nouvelle limace de mer Aldisavozinhai en hommage à Vozinha, le gardien du Cap-Vert. À 40 ans, ce portier a fasciné le monde en tenant tête à l'Espagne lors d'un match d'anthologie, symbolisant le courage des «petites» nations. Cette démarche interroge : associer la rigueur de la recherche scientifique au divertissement footballistique peut sembler absurde, mais cela démocratise la science en capturant l'attention populaire. Avec plus de 11k réactions sur le web, les internautes saluent un hommage insolite et la consécration inattendue d'un héros national.

5/10

DÉBAT GÉNÉRATIONNEL

Des internautes ont relevé que plusieurs rappeurs de la nouvelle génération s'en prennent à des figures ayant contribué à poser les bases du rap algérien. Cette attitude divise les fans. Certains estiment que ces critiques sont justifiées, reprochant aux pionniers d'avoir monopolisé le buzz et la visibilité sans suffisamment soutenir la relève ou partager leur notoriété. D'autres, au contraire, dénoncent un manque de reconnaissance, rappelant que sans le travail des anciens, la scène rap DZ n'aurait pas atteint son niveau actuel. Entre volonté de renouvellement et respect des précurseurs, le débat continue d'animer les réseaux sociaux. Une vidéo sur le sujet a été vue plus 4 300 fois.



4/10

VACANCES D'ÉTÉ : QUELLES PRIORITÉS ?

Une vidéo de micro-trottoir consacrée à la manière dont les Algériens mettent à profit les vacances d'été pour leurs enfants a dépassé les 1 300 vues. La plupart des personnes interrogées ont évoqué des activités telles que la lecture, la mémorisation du Coran, l'apprentissage des langues, les compétences numériques (e-commerce, marketing digital), le sport, les visites culturelles et touristiques ou encore l'apprentissage d'un métier. Sur les réseaux sociaux, certains internautes saluent ces priorités, estimant que les vacances sont une occasion idéale de développer les compétences des plus jeunes. D'autres se montrent plus sceptiques, affirmant que ces bonnes intentions ne reflètent pas toujours la réalité et que beaucoup d'enfants passent finalement leur été à trainer dehors ou à occuper leur temps sans véritable encadrement.

3/10

POLÉMIQUE AUTOUR DES CADEAUX TIKTOK

Des TikTokers algériens installés à l'étranger affirment que certains gros cadeaux virtuels offerts lors des duels proviendraient d'un réseau de blanchiment d'argent. Selon eux, ces fonds seraient envoyés aux créateurs, qui en conserveraient une partie avant de reverser le reste contre une commission. Aucune preuve publique ne confirme toutefois ces accusations. Plusieurs internautes estiment qu'il s'agit de règlements de comptes entre créateurs ou avec de généreux donateurs. D'autres jugent ces soupçons plausibles, soulignant que de nombreux gros donateurs restent anonymes, sans photo ni identité connue, et trouvent peu crédible que des sommes aussi importantes soient offertes uniquement pour des duels sur TikTok. Une vidéo sur le sujet a été vue plus de 500 fois.

2/10

WASSEL : LE BUS CONNECTÉ EN ALGÉRIE

L'application Wassel révolutionne le transport en Algérie en localisant les bus en temps réel, suscitant un mélange d'enthousiasme pour l'innovation et de scepticisme quant à son efficacité sur le terrain. Les réactions des usagers soulignent l'attente d'une meilleure gestion du temps, tout en s'interrogeant sur la fiabilité technique du service. Plus de 250 internautes ont réagi à une publication sur le sujet.

1/10

DÉCOUVERTE TROUBLANTE



Un auteur de vidéo affirme avoir découvert des restes osseux dans un sachet de graines de tournesol salées d'une célèbre marque algérienne. Toutefois, aucune preuve ne confirme que ces éléments se trouvaient réellement à l'intérieur de l'emballage, la découverte n'ayant pas été filmée. En l'absence de preuves directes ou de vérification indépendante, cette affirmation doit être considérée avec prudence. Avec des dizaines de réactions, de nombreux internautes expriment leur indignation et réclament des explications ainsi qu'un contrôle de la qualité des produits.

DÉMISSION

HAKIM BERRAH OU LE GASPILLAGE DES HOMMES

Sa démission de l'UAR ne raconte pas seulement la fin d'une mission. Elle révèle une vieille habitude algérienne qui consiste à laisser partir ses meilleurs serviteurs au moment même où le pays en a le plus besoin.

Par S. MÉHALLA

On ne mesure pas la valeur d'un homme aux discours prononcés lorsqu'il prend ses fonctions. On la découvre au silence qui s'installe lorsqu'il s'en va. Depuis l'annonce de la démission d'Abdelhakim Berrah de la tête de l'Union algérienne des sociétés d'assurance et de réassurance, un phénomène mérite davantage d'attention que la démission elle-même. Les hommages affluent de toutes parts. Présidents-directeurs généraux, banquiers, assureurs, universitaires, hauts cadres des finances, anciens collaborateurs. Des sensibilités différentes. Des parcours différents. Une seule appréciation. Le respect !

Dans un pays où le consensus est une espèce en voie de disparition, une telle unanimité vaut davantage qu'une décoration. Elle constitue un certificat de crédibilité. Certaines carrières ne s'écrivent pas au gré des nominations. Elles se construisent à travers les institutions qu'elles redressent, les générations qu'elles forment et les femmes et les hommes qu'elles inspirent. L'École supérieure du commerce, l'IEDF, le CNESE, la Cagex, l'Institut national des finances, un des fondateurs de notre quotidien Crésus, un passage à la prestigieuse revue médicale «Prescrire», la Cosob, l'UAR. Qui dit mieux ? Derrière ces sigles se dessine une même



trajectoire. Celle d'un bâtisseur discret qui aura consacré sa vie à renforcer les structures plutôt qu'à mettre son nom sous les feux de la rampe. Jusqu'à voir son expérience le conduire parmi les profils évoqués pour le secrétariat général du ministère des Finances. Voilà précisément ce qui interroge. Pourquoi faut-il attendre qu'une compétence quitte son poste pour mesurer son importance ? Pourquoi les institutions algériennes excellent-elles à rendre hommage aux hommes qu'elles cessent d'utiliser ? Notre pays souffre moins d'un déficit de talents que d'un déficit de valorisation de ses talents. Des pairs. Les compé-

tences existent. Les parcours existent. Les références existent. Ce qui manque, c'est la volonté de faire de cette intelligence collective une véritable politique publique. À force de laisser les meilleurs partir, puis disparaître dans les marges de la vie institutionnelle, nous fabriquons une étrange culture où l'expérience devient un souvenir au lieu de demeurer un outil. Les nations qui avancent ne remplacent pas leurs bâtisseurs. Elles les consultent. Elles les écoutent. Elles les associent. Elles savent qu'une compétence accumulée pendant quarante années vaut

parfois davantage qu'une dizaine de réformes improvisées. La lettre de départ d'Abdelhakim Berrah frappe par son élégance. Il ferme la porte derrière lui sans la claquer. Aucun règlement de comptes. Aucun sous-entendu. Ni reproche. Seulement la dignité tranquille de celui qui considère que servir l'État n'est pas une propriété de fonction, mais un état d'esprit. C'est précisément pour cette raison que son départ ne devrait pas être traité comme une simple actualité. Il devrait devenir un sujet national. Parce qu'au-delà d'un homme, c'est notre rapport aux compétences qui est posé sur la table. Combien de Berrah l'Algérie peut-elle encore se permettre de regarder partir avant de comprendre qu'une intelligence nationale est un patrimoine aussi précieux qu'un gisement de pétrole ? Les institutions changent de dirigeants. Les bureaux changent de plaques. Les gouvernements changent de visages. Les hommes rares, eux, ne passent qu'une seule fois. Et un pays qui laisse s'éloigner ses meilleurs serviteurs sans continuer à leur confier son destin finit toujours par payer très cher le prix de son propre oubli. Celui qui sait préserver ses compétences prépare son avenir. Celui qui les applaudit seulement lorsqu'elles s'en vont prépare son déclin.

S. M.

UNIVERSITÉ D'ALGER 3

Création d'un nouveau master

L'Université d'Alger 3 et l'agence Algérie Presse Service (APS) lanceront, à partir de la rentrée universitaire 2026-2027, un nouveau master académique en «journalisme des agences de presse», selon un communiqué conjoint publié hier. Premier du genre en Algérie, ce cursus s'inscrit dans le cadre de l'accord de coopération et d'échange signé en novembre 2024 entre le recteur de l'Université d'Alger 3, Khaled Rouaski, et le directeur général de l'APS, Samir Gaid. Cette nouvelle formation traduit la volonté des deux institutions de renforcer les passerelles entre le monde universitaire et les établissements nationaux spécialisés, en développant des compétences scientifiques, techniques et professionnelles adaptées aux besoins du secteur des médias et aux exigences de sa modernisation. Selon le communiqué, ce master accompagne égale-



ment la transformation engagée par l'APS vers un modèle d'agence de presse multimédia, caractérisé par la diversification de ses contenus et le renforcement de son rayonnement aux niveaux régional et international. Le lancement de cette spécialité intervient aussi dans le contexte de la dynamique que connaît la Faculté des sciences de l'information et de la communication de l'Université d'Alger



3, présentée comme un pôle académique national de référence dans le domaine des sciences de l'information et de la communication.

Les deux partenaires soulignent que cette spécialité consacrée au journalisme des agences de presse est unique en son genre à l'échelle internationale et répond à une demande croissante, notamment sur le continent africain, dans le cadre des actions de coopération et de solidarité avec les agences de presse des pays africains. Le communiqué indique également que cette initiative reflète l'intérêt accordé par le secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique à l'adaptation de l'offre de formation aux évolutions du secteur socio-économique national et aux besoins des institutions en compétences spécialisées.

Félicitations

La famille Souiki adresse ses plus vives félicitations à ses chers enfants, les frères jumeaux Tachfine et Toumert Talem, à Safa Houacine, ainsi qu'à leur voisin Abderrahmane Tatem, à l'occasion de leur brillante réussite à l'examen du baccalauréat. Elle leur souhaite un parcours universitaire couronné de succès et un avenir riche en accomplissements, de poursuivre leur chemin sous le signe de l'excellence, de la réussite et de l'épanouissement.

SANTÉ PUBLIQUE

Lancement de la première université d'été

La première édition de l'Université d'été en santé publique, organisée par l'Institut national de santé publique (INSP), a été ouverte hier à Alger, réunissant des professionnels, chercheurs et praticiens autour des enjeux liés aux risques sanitaires. Placée sous le thème «Les risques sanitaires : défis et résilience», cette rencontre scientifique se déroule sur cinq jours. Elle vise à favoriser les échanges de connaissances, le partage d'expériences et la réflexion autour des principaux défis auxquels est confrontée la santé publique. À cette occasion, le directeur général de l'INSP, Abderrazak Bouamra, a indiqué que cette première édition constitue une étape importante dans le renforcement de la coopération entre les acteurs du secteur. Il a exprimé le souhait de voir cette initiative s'imposer comme un rendez-vous scientifique annuel dédié à la réflexion, à l'innovation et au développement de la santé publique. Le responsable a également rappelé le rôle de l'INSP en tant que centre national d'expertise, de recherche et de formation, soulignant sa contribution à l'accompagnement des politiques publiques en matière de santé. De son côté, le recteur de l'Université des sciences de la santé, Merzak Gharnaout, a qualifié cette Université d'été d'initiative scientifique majeure, mettant en avant son apport dans la promotion de la formation, le renforcement de la recherche scientifique et le développement des compétences humaines dans le domaine de la santé publique. Il a estimé que cette rencontre offre également un cadre propice aux échanges d'expertises et d'expériences entre chercheurs, enseignants et professionnels de la santé, contribuant ainsi à l'amélioration des pratiques et au renforcement des capacités du secteur.